



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} SEMESTRE 2017



LA CONFIANCE
ÇA SE MÉRITE

Amundi

REMARQUES GÉNÉRALES

La société Amundi, société anonyme de droit français, dont le siège social est 91-93, boulevard Pasteur, 75015 France ; immatriculée sous le numéro d'identification 314 222 902 R.C.S. Paris est dénommée la « Société » dans le présent rapport financier. L'expression le « Groupe » ou le « Groupe Amundi » désigne la Société, ses filiales, succursales et participations.

À la date du 30 juin 2017, le capital social de la Société s'élève à 503 776 405 euros, divisé en 201 510 562 actions, toutes de la même classe, et qui sont toutes entièrement libérées et souscrites. Elles confèrent toutes le même droit de vote.

Présentation de l'information financière et autres informations

Ce rapport comprend les états financiers consolidés d'Amundi pour l'exercice annuel clos le 31 décembre 2016 et les exercices semestriels clos les 30 juin 2016 et 2017, et ayant fait l'objet d'un rapport des

commissaires aux comptes. Les comptes annuels consolidés ont été établis en normes IFRS et les comptes semestriels ont été établis conformément à la norme comptable internationale « IAS 34 ».

Informations prospectives

Ce rapport peut contenir des projections concernant la situation financière et les résultats des activités et des métiers d'Amundi. Ces données ne représentent pas des prévisions au sens du Règlement européen 809/2004 du 29 avril 2004 (article 2, § 10).

Ces projections et prévisions sont fondées sur des opinions et des hypothèses actuelles relatives à des événements futurs. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces projections et prévisions qui sont soumises à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Amundi, ses filiales et ses investissements, au développement de ses activités, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux d'Amundi, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements étant incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Le lecteur doit prendre en considération ces facteurs de risques

et d'incertitude avant d'établir son propre jugement. Les dirigeants d'Amundi ne s'engagent en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces projections et prévisions. Aucune information figurant dans ce rapport financier semestriel ne doit être comprise comme étant une prévision de résultat.

Les informations contenues dans ce rapport, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties qu'Amundi, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans ce rapport. Ni Amundi ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de ce rapport ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels il pourrait faire référence.

Facteurs de risques

Vous êtes fortement encouragé à examiner attentivement les facteurs de risque décrits dans le document de référence enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers, le 13 mars 2017 sous le numéro R. 17-006.

La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation ou les résultats financiers du Groupe Amundi. En outre, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date

du présent rapport, pourraient avoir le même effet négatif sur le Groupe Amundi, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou les perspectives de croissance ainsi que sur le prix des actions cotées sur Euronext Paris (**ISIN : FR0004125920**).

Toutes ces informations sont disponibles sur les sites *Internet* de la Société (le-groupe.amundi.com/Actionnaires) et de l'AMF (www.amf-france.org).

SOMMAIRE

01	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2017	5
1.1	Cadre d'établissement des comptes consolidés d'Amundi	6
1.2	Environnement économique et financier	6
1.3	Activité et résultats consolidés d'Amundi	8
1.4	Solvabilité et adéquation des fonds propres	14
1.5	Transactions avec les parties liées	15
1.6	Perspectives et tendances récentes	16
1.7	Facteurs de risques	16
02	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU 30 JUIN 2017	17
2.1	Cadre général	18
2.2	États financiers consolidés	18
2.3	Notes aux états financiers consolidés	25
03	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	51
3.1	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	52
04	PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	53
4.1	Attestation du responsable	54



01

Examen de la situation financière et des résultats du premier semestre 2017

1.1 CADRE D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS D'AMUNDI 6	1.3 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS D'AMUNDI 8	1.4 SOLVABILITÉ ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES 14
1.1.1 Changements de principes et méthodes comptables 6	1.3.1 Encours sous gestion et collecte nette 8	1.4.1 Ratio de solvabilité 14
1.1.2 Évolution du périmètre de consolidation 6	1.3.2 Compte de résultat consolidé 10	1.4.2 Endettement financier net 15
1.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 6	1.3.3 Revenus nets 11	1.5 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES 15
1.2.1 Contexte des marchés financiers ... 6	1.3.4 Charges générales d'exploitation 13	1.6 PERSPECTIVES ET TENDANCES RÉCENTES 16
1.2.2 Le marché de la gestion d'actifs 7	1.3.5 Résultat brut d'exploitation et coefficient d'exploitation 13	1.6.1 Perspectives 16
	1.3.6 Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence et autres éléments ... 13	1.6.2 Tendances récentes 16
		1.7 FACTEURS DE RISQUES 16

1.1 CADRE D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS D'AMUNDI

1.1.1 Changements de principes et méthodes comptables

Les changements de principes et méthodes comptables sont décrits dans la note 1.3 des annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2017.

1.1.2 Évolution du périmètre de consolidation

L'évolution du périmètre de consolidation est décrite dans la note 5.3 des annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2017.

1.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

1.2.1 Contexte des marchés financiers

La reprise économique mondiale a continué au 1^{er} semestre 2017, toujours à un rythme modéré. En zone euro, une amélioration très nette a été observée, faite d'une croissance plus forte, mieux distribuée géographiquement (progrès en Italie et au Portugal) et de meilleure qualité (rebond de l'investissement). Aux États-Unis, certains chiffres ont été légèrement décevants mais la vigueur du marché du travail, principal moteur de la reprise, ne s'est pas démentie. Dans les pays émergents, la situation s'est également améliorée dans l'ensemble, notamment grâce à la stabilité de la conjoncture chinoise, aux sorties de récessions au Brésil et en Russie et au maintien des cours du pétrole sur des niveaux plus élevés qu'un an plus tôt. Le risque politique européen, perçu comme élevé lors de la campagne présidentielle française, a ensuite nettement diminué. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, en revanche, d'importantes incertitudes ont persisté, en raison du manque de visibilité sur la capacité de D. Trump à tenir ses promesses de campagnes et sur les modalités du *Brexit*.

MARCHÉS DE TAUX

Bien que la Fed ait remonté deux fois les taux directeurs au S1 2017, en mars et en juin, les taux longs américains ont nettement baissé en raison de la déception par rapport aux attentes qu'avait suscitées l'élection de Donald Trump. En conséquence, la courbe des taux américaine a continué à s'aplatir. Le taux 10 ans américain passe ainsi d'environ 2,45 % à 2,30 %. En revanche, les taux allemands sont en hausse sur le semestre avec les signaux encourageants envoyés par la BCE et les meilleures perspectives économiques. Le taux 10 ans allemand passe ainsi de 0,10 % environ à 0,45 % environ sur le trimestre. Les *spreads* souverains se sont nettement écartés en début de semestre avant de se contracter à la suite du premier tour de l'élection présidentielle française. Les taux longs britanniques ont nettement baissé sur le semestre, à cause

notamment de la décélération de l'économie britannique. Enfin, le taux 10 ans japonais est resté proche de 0 %, notamment avec le contrôle de la courbe des taux de la Banque du Japon.

MARCHÉS D'ACTIONS

Portés par l'amplification de la reprise économique mondiale, des résultats soutenus et la persistance de taux bas, les marchés d'actions ont fortement progressé au 1^{er} semestre 2017 avec, à dividendes réinvestis, + 11,8 % en dollars pour l'indice *MSCI World AC*. Cette progression a été relativement linéaire, avec + 7,0 % au 31 mars et + 11,8 % au 30 juin. Après une hausse continue jusqu'à mi-mars (+ 7,5 %), le marché a toutefois fait la pause jusqu'à mi-avril afin d'absorber la nouvelle hausse de la Fed et les premiers déboires législatifs de Trump. Il s'est cependant repris par la suite sur fond d'excellents résultats trimestriels et de dissipation des craintes de désinflation avec la reprise des cours du pétrole. Au plan géographique, cette progression des marchés d'actions s'est opérée sur un large front, avec en tête des hausses, les marchés émergents (+ 18,6 % pour le MSCI EM en dollars) – les craintes quant à une montée du protectionnisme suite à l'élection américaine s'étant atténuées – suivis des États-Unis (+ 9,3 % pour le S&P 500 et le Dow Jones en dollars) et de la zone Euro (+ 9,2 % pour le MSCI EMU en monnaies locales) puis du Japon (+ 5,8 % en Yen pour le Nikkei). Compte tenu des fluctuations monétaires, les comparaisons sont toutefois malaisées. Exprimée en dollars, la hiérarchie devient plus lisible avec, toujours, les émergents en tête (+ 18,6 %), suivis de très près cette fois-ci par la zone Euro (+ 18,0 %) où l'hypothèque politique s'est dissipée, puis de plus loin par le Japon (+ 10,1 %), qui devance tout de même les États-Unis (+ 9,3 %).

1.2.2 Le marché de la gestion d'actifs

MARCHÉ FRANÇAIS ⁽¹⁾

L'encours des fonds ouverts de droit français a atteint **915 milliards d'euros** à fin juin 2017, son plus haut niveau depuis 2008. La progression de **6,4 %** sur le semestre se décompose entre un effet collecte et un effet marché tous deux positifs, respectivement de 4,0 % et 2,4 %.

La collecte nette sur la période s'élève à **34 milliards d'euros**.

Les fonds **obligataires** ont attiré **14 milliards d'euros**, pour l'essentiel sur des produits en euros à court ou très court terme et dans une moindre mesure, des produits en dollars, à taux variables ou à échéance.

78 % des **9 milliards d'euros** collectés sur les fonds **actions** l'ont été *via* des **ETF**, pour l'essentiel sur les marchés développés (zone euro, Europe, Japon, Amérique du Nord) et les émergents. Près de 3 milliards d'euros sur les actions de petites et moyennes capitalisations et plus d'1 milliard d'euros sur les actions sectorielles et thématiques (technologies, eau, environnement).

Les **diversifiés** et la **performance absolue** ont été souscrits à hauteur de **7 milliards d'euros**, les solutions les plus flexibles et les plus prudentes conservant la faveur des investisseurs.

L'**immobilier**, *via* les OPCI grand public, continue sa progression (+ 2 milliards d'euros) et dépasse pour la première fois les **10 milliards d'euros d'encours**. À l'inverse, les fonds **garantis et structurés** affichent 1 milliard d'euros de rachat, leur part de marché étant encore érodée par la progression des EMTN.

Pour finir, les fonds **monétaires** ont gagné **4 milliards d'euros** supplémentaires au cours du semestre, malgré une sortie de 23 milliards en juin par les investisseurs institutionnels.

MARCHÉ EUROPÉEN ⁽²⁾

Les fonds ouverts européens passent pour la première fois le cap des **10 billions d'euros** d'encours sous gestion – 10 196 milliards d'euros plus précisément à fin mai 2017, en hausse de 6,2 % sur les cinq premiers mois de l'année.

Cette progression s'explique aux deux tiers par **une collecte nette record de 373 milliards d'euros** entre janvier et mai, à comparer aux 411 milliards d'euros de collecte annuelle moyenne des trois dernières années.

Les fonds **obligataires** ont capté plus d'un tiers de ces flux : **135 milliards d'euros**. Les investisseurs ont favorisé les produits offrant de la diversification géographique (monde et pays émergents), les obligations à taux variables et les *loans* afin de tirer parti des mouvements de remontée des taux, le crédit et les produits flexibles proposant une approche non contrainte et opportuniste sur les différents segments obligataires, tout cela au détriment des obligations en euros.

Les fonds **diversifiés** et de **performance absolue** ont collecté respectivement **82 et 26 milliards d'euros**. La gestion en budget de risque et la distribution de revenus réguliers sont parmi les caractéristiques des fonds plébiscités de ce début d'année.

Les fonds investis en **actions** ont opéré un retour dans le vert avec **50 milliards d'euros** engrangés, dont près de 80 % en gestion passive où les investisseurs se sont portés sur les actions internationales et émergentes « cœur de portefeuille » et, dans une moindre mesure, *smart beta*. Des succès notables en gestion active, en particulier sur des portefeuilles concentrés à forte conviction, sur des thèmes tels que la robotique ou sur l'approche ESG.

Enfin, les fonds **monétaires** ont collecté **73 milliards d'euros** : la livre sterling et l'euro (y compris trésorerie longue) ont concentré l'essentiel des flux.

MARCHÉ ASIATIQUE ⁽³⁾

En Asie, les encours sous gestion des fonds ouverts ont progressé de **5,3 %** pour terminer le premier trimestre à **3 386 milliards d'euros**. Près de **67 milliards d'euros** ont été collectés sur la période.

Comme en Europe, les fonds **obligataires** (47 milliards d'euros dont 31 en Chine) et **diversifiés** (13 milliards d'euros) ont été les classes d'actifs préférées des investisseurs asiatiques, avec des flux positifs dans la plupart des pays ; en particulier, la popularité des solutions flexibles à revenus à Hong Kong et Singapour ne se dément pas.

Les fonds **actions** n'ont trouvé preneurs qu'au Japon (24 milliards d'euros – toujours soutenus par le programme d'achats d'ETF de la Banque du Japon) et marquent des rachats de - 10 milliards d'euros presque partout ailleurs.

Quant aux fonds **monétaires**, ils affichent une décollecte de - **8 milliards d'euros**, en raison de sorties massives en Chine (- 36 milliards d'euros).

MARCHÉ AMÉRICAIN ⁽⁴⁾

Le marché des fonds ouverts aux États-Unis totalise **18,1 billions d'euros** à fin mai 2017, en progression de 1,2 % depuis le début de l'année.

Sa **collecte nette** s'élève à **255 milliards d'euros** et se répartit principalement entre les **actions gérées passivement** (206 milliards d'euros – USA, monde et pays émergents), les **obligations** (164 milliards d'euros) et les fonds **retraite/cycle de vie** (37 milliards d'euros) ; les **actions gérées activement** et les fonds **monétaires** restant dans le rouge (respectivement - 79 et - 64 milliards d'euros).

(1) Source SIX Financial Information NMO – juin 2017, périmètre des fonds ouverts domiciliés en France, à l'exception des fonds immobilier/OPCI (données à fin mai).

(2) Source Broadridge Financial Solutions – mai 2017, périmètre des fonds ouverts domiciliés en Europe et des fonds transfrontières (dits « cross border ») également vendus sur le marché européen.

(3) Source Broadridge Financial Solutions – mars 2017, périmètre des fonds ouverts domiciliés en Asie et des fonds transfrontières (dits « cross border ») également vendus sur le marché asiatique.

(4) Source Broadridge Financial Solutions – mai 2017, périmètre des fonds ouverts domiciliés aux États-Unis.

1.3 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS D'AMUNDI

1.3.1 Encours sous gestion et collecte nette

En milliards d'euros	Total hors joint ventures	Variation semestrielle (en %)	Joint ventures	Variation semestrielle (en %)	Total y.c. joint ventures	Variation semestrielle (en %)
Encours sous gestion au 31 décembre 2015	912,1	+ 1,2 %	72,9	+ 1,4 %	985,0	+ 3,2 %
Collecte nette/(décollecte nette)	6,6		10,2		16,8	
Effet marché	3,0		(1,0)		2,0	
Encours sous gestion au 30 juin 2016	921,7	+ 1,1 %	82,1	+ 12,6 %	1 003,8	+ 1,9 %
Collecte nette/(décollecte nette)	30,8		14,6		45,4	
Effet périmètre ⁽¹⁾	13,6				13,6	
Effet marché	17,3		2,5		19,8	
Encours sous gestion au 31 décembre 2016	983,5	+ 6,7 %	99,2	+ 20,8 %	1 082,7	+ 7,9 %
Collecte nette/(décollecte nette)	21,5		7,3		28,8	
Effet marché	11,7		(2,2)		9,5	
ENCOURS SOUS GESTION AU 30 JUIN 2017	1 016,7	+ 3,4 %	104,3	+ 5,1 %	1 121,0	+ 3,5 %

(1) Acquisition de KBI GI (actions globales) et intégration de CAI Investors (gestion immobilière).

Amundi a vu ses encours progresser de + 3,5 % sur le premier semestre de 2017 et de + 11,7 % sur un an par rapport au 30 juin 2016, pour atteindre un niveau d'encours sous gestion à 1 121 milliards d'euros. Cette croissance des encours a été réalisée pour la plus grande part de manière organique avec un niveau moyen de collecte conforme aux objectifs annoncés lors de l'introduction en Bourse pour les activités en propre et supérieure aux attentes pour les *joint ventures* en Asie. En effet, sur un an glissant la collecte nette s'élève à près de 75 milliards d'euros dont + 29 milliards au premier semestre 2017 dans un environnement de marché en amélioration.

Les encours ont également bénéficié d'un effet marché positif à + 29 milliards d'euros sur un an glissant dont + 9,5 milliards d'euros au premier semestre 2017.

Comme détaillé dans les paragraphes ci-dessous, la collecte nette au premier semestre 2017 est de bon niveau dans les deux segments de clientèle. Elle est notamment élevée en *retail* en actifs moyen-long terme dans tous les canaux de distribution.

1.3.1.1 ENCOURS SOUS GESTION ET COLLECTE PAR SEGMENT DE CLIENTÈLE

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30/06/2017-30/06/2016	Collecte nette	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016		S1 2017	S1 2016
<i>Retail hors joint ventures</i>	225	207	186	+ 21,0 %	15,6	(0,1)
<i>Joint ventures</i>	105	99	82	+ 27,9 %	7,3	10,2
Retail	330	306	268	+ 23,1 %	22,9	10,1
Souverains, Corporate, ESR et Autres institutionnels ⁽¹⁾	377	372	327	+ 15,3 %	3,2	3,3
Assureurs CA et SG	414	405	409	+ 1,3 %	2,7	3,4
Institutionnels	791	777	736	+ 7,5 %	5,9	6,7
TOTAL HORS JOINT VENTURES	1 016	983	922	+ 10,2 %	21,5	6,6
TOTAL Y.C. JOINT VENTURES	1 121	1 083	1 004	+ 11,7 %	28,8	16,8

(1) Y compris fonds de fonds.

Au premier semestre 2017, Amundi a connu un bon niveau d'activité, dans le *Retail* avec une poursuite de la dynamique commerciale dans tous les canaux de distribution et dans l'institutionnel avec une collecte nette de bon niveau malgré des éléments négatifs exceptionnels.

Les encours du segment **Retail** s'élevaient à fin juin 2017 à 330 milliards d'euros, en croissance de + 23 % par rapport à fin juin 2016.

Les encours sur le segment **Institutionnels** progressent quant à eux de + 7,3 % par rapport au 30 juin 2016, passant de 736 milliards d'euros à 791 milliards d'euros.

Analyse des encours sous gestion et collecte nette Retail

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30/06/2017- 30/06/2016	Collecte nette	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016		S1 2017	S1 2016
Réseaux France	103	100	95	+ 7,9 %	1,0	(4,0)
Réseaux internationaux	29	23	22	+ 32,5 %	4,7	0,2
Joint ventures	105	99	82	+ 27,9 %	7,3	10,2
Distributeurs Tiers	93	84	69	+ 35,6 %	9,9	3,7
TOTAL RETAIL	330	306	268	+ 23,1 %	22,9	10,1
TOTAL RETAIL HORS JOINT VENTURES	225	207	186	+ 21,0 %	15,6	(0,1)

Le segment *Retail* représente la majeure partie (80 %) de la collecte au premier semestre 2017, avec + 22,9 milliards d'euros. Cette collecte est principalement tirée par les distributeurs tiers (+ 9,9 milliards d'euros) avec notamment une bonne dynamique en Europe et par les *joint ventures* (+ 7,3 milliards d'euros). L'activité des réseaux internationaux (+ 4,7 milliards d'euros, en Italie notamment) bénéficie de flux significatifs

issus des réseaux UniCredit (+ 3,5 milliards d'euros) considérés par anticipation comme des réseaux partenaires ; cette collecte illustre le bon démarrage de l'accord de distribution. La collecte des réseaux France en actifs moyen-long terme demeure positive (+ 2,4 milliards d'euros), confirmant la tendance positive observée depuis le 2nd semestre 2016.

Analyse des encours sous gestion et collecte nette Institutionnels

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30/06/2017- 30/06/2016	Collecte nette	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016		S1 2017	S1 2016
Souverains & Autres Institutionnels ⁽¹⁾	277	270	243	+ 13,8 %	6,4	4,7
Corporates	46	49	34	+ 34,1 %	(4,9)	(3,3)
Épargne Salariale et Retraite	55	52	50	+ 9,9 %	1,7	2,0
Total Institutionnels, hors Assureurs CA et SG	377	372	327	+ 15,3 %	3,2	3,4
Assureurs CA et SG	414	405	409	+ 1,3 %	2,7	3,4
TOTAL INSTITUTIONNELS	791	777	736	+ 7,5 %	5,9	6,7

(1) Y compris fonds de fonds.

Le segment des Institutionnels enregistre une collecte nette de bon niveau (+ 5,9 milliards d'euros au premier semestre 2017) malgré quelques éléments négatifs exceptionnels, notamment la réinternalisation d'un mandat par la BCE au premier trimestre 2017 pour - 6,9 milliards d'euros ainsi que les effets saisonniers des solutions de liquidité (produits de

trésorerie). Les Souverains et autres Institutionnels, ainsi que les mandats des assureurs CA et SG ont contribué positivement à la collecte ; les flux nets des *Corporates* sont négatifs (- 4,9 milliards d'euros), comme au premier semestre 2016.

1.3.1.2 ENCOURS SOUS GESTION ET COLLECTE NETTE PAR CLASSE D'ACTIFS

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30/06/2017- 30/06/2016	Collecte nette		Effet marché/ périmètre ⁽¹⁾	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016		S1 2017	S1 2016	S1 2017	S1 2016
Obligations ⁽¹⁾	547	544	526	+ 3,9 %	6,3	6,3	(3,9)	21,8
Multi-actifs	135	126	118	+ 14,1 %	7,2	2,7	+ 1,0	(1,8)
Actions	165	151	125	+ 31,4 %	5,2	5,7	+ 8,7	(5,1)
Actifs réels, alternatifs et structurés	74	75	66	+ 3,4 %	(6,0)	2,5	+ 4,2	(0,9)
TOTAL ACTIFS MLT	920	897	835	+ 10,1 %	12,7	17,2	+ 10,1	14,0
Trésorerie	201	186	168	+ 19,6 %	16,1	(0,4)	(0,6)	(12,0)
TOTAL ENCOURS (Y.C. JV)	1 121	1 083	1 004	+ 11,7 %	28,8	16,8	9,5	2,0

(1) La variation d'encours comprend la reclassification d'un fonds de Trésorerie à Obligations (14 milliards d'euros d'encours gérés).

À fin juin 2017, les **actifs à moyen-long terme (MLT)** s'élevaient à 920 milliards d'euros en hausse de + 10,1 % par rapport à juin 2016 (835 milliards d'euros).

La collecte nette est portée par l'ensemble des classes d'actifs, les actifs moyen-long terme représentant + 12,7 milliards d'euros. L'attractivité commerciale des nouvelles expertises de gestion se confirme, avec une collecte nette soutenue, notamment dans l'Immobilier (+ 2,2 milliards d'euros) et les ETF (+ 7,7 milliards d'euros) qui représentent des relais de croissance. À noter que pour les actifs réels, alternatifs et structurés, la collecte nette a été négative en raison de la réinternalisation d'un

mandat de gestion d'ABS ⁽¹⁾ pour le compte de la BCE (- 6,9 milliards d'euros) ; hors cet effet ponctuel, la collecte nette sur cette classe d'actifs est positive.

Les solutions de liquidité (produits de trésorerie) sont en hausse de 20 % avec de fortes variations en cours de semestre. Cette classe d'actif représente 18 % du total des encours à fin juin 2017.

1.3.1.3 ENCOURS SOUS GESTION ET COLLECTE NETTE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliards d'euros	Encours sous gestion			Var. 30/06/2017- 30/06/2016	Collecte nette	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016		S1 2017	S1 2016
Europe hors France	142	131	105	+ 35,0 %	10,7	4,0
Asie	155	150	130	+ 18,9 %	7,5	11,9
Reste du monde	30	29	26	+ 18,6 %	1,3	(0,7)
International	327	310	261	+ 25,4 %	19,4	15,2
% total encours sous gestion (y.c. joint ventures)	29 %	29 %	26 %	+ 3,2 pts	67,4 %	90,5 %
% total encours sous gestion (y.c. joint ventures) hors Assureurs France CA et SG	45 %	46 %	43 %	+ 2,5 pts	74 %	107,0 %
France	794	773	743	+ 6,9 %	9,4	1,6
TOTAL ENCOURS (Y.C. JV)	1 121	1 083	1 004	+ 11,7 %	28,8	16,8
TOTAL ENCOURS (HORS JV)	1 016	983	922	+ 10,2 %	21,5	6,6

La collecte nette est toujours réalisée majoritairement à l'international (67 % de la collecte totale) qui représente + 19,4 milliards d'euros, soit + 27 % par rapport au premier semestre 2016. L'activité a été dynamique en particulier en Europe (notamment en Italie et en Allemagne) et en

Asie dans les *joint ventures*. Sur un an, les encours sous gestion à l'international augmentent ainsi de 25 %, représentant 29 % du total d'Amundi.

1.3.2 Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	S1 2017	S1 2017* ajusté	S1 2016	S1 2017* / S1 2016
Revenus nets de gestion	863,7	863,7	813,3	+ 8,6 %
Produits nets financiers	55,9	55,9	34,9	+ 60,3 %
Autres produits nets	(9,7)	(9,7)	(10,2)	(4,6 %)
Revenus nets	909,9	909,9	838,0	+ 8,6 %
Charges générales d'exploitation	(486,0)	(454,3)	(435,2)	+ 4,4 %
Résultat brut d'exploitation	423,9	455,6	402,8	+ 13,1 %
Coût du risque	(3,2)	(3,2)	0,2	ns
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	15,7	15,7	12,7	+ 23,0 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(1,1)	(1,1)	-	ns
Résultat avant impôt	435,2	466,9	415,7	+ 12,3 %
Impôts sur les bénéfices	(147,9)	(158,8)	(137,2)	+ 15,7 %
Résultat net de l'exercice	287,4	308,1	278,4	+ 10,9 %
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3	0,3	(0,4)	ns
Résultat net part du Groupe	287,6	308,4	278,0	+ 10,9 %
Coefficient d'exploitation	53,4 %	49,9 %	51,9 %	(2,0 pts)
Données par action (euro pour une action) :				
Bénéfice par action ajusté	1,51	1,68	1,66	+ 1,2 %

* 2017 ajusté : hors coûts d'intégration Pioneer de 32 millions d'euros au S1 2017 (21 millions d'euros après impôts).

Le **résultat net part du Groupe** du premier semestre s'inscrit à **308 millions d'euros** ⁽²⁾, en progression de + 10,9 % par rapport à la même période de 2016.

(1) Asset Backed Securities.

(2) Hors coûts d'intégration de Pioneer Investments de 32 millions d'euros avant impôts et de 21 millions d'euros après impôts au S1 2017.

Ce bon résultat est tiré par une solide croissance des revenus (910 millions d'euros) de + 8,6 %, en lien avec la croissance des encours sous gestion sur 12 mois, et une bonne maîtrise des charges d'exploitation hors coûts d'intégration Pioneer (454 millions d'euros) en hausse de 4,4 %.

Le résultat brut d'exploitation ⁽¹⁾ est ainsi en hausse de 13,1 % à 424 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation passe sous le seuil des 50 %, à 49,9 % en amélioration de deux points par rapport à juin 2016.

Le résultat des sociétés mises en équivalence progresse de 23 % et s'établit à 16 millions d'euros pour le semestre, en lien avec la progression de l'activité de nos *joint ventures* asiatique.

1.3.3 Revenus nets

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	S1 2017/ S1 2016
Revenus nets de gestion	863,7	813,3	+ 6,2 %
Produits nets financiers	55,9	34,9	+ 60,3 %
Autres produits nets	(9,7)	(10,2)	(4,6 %)
REVENUS NETS	909,9	838,0	+ 8,6 %

Les **revenus nets** ont atteint au premier semestre 910 millions d'euros, en hausse de 8,6 % par rapport au premier semestre 2016. Cette hausse s'explique principalement par une progression des revenus nets de

gestion ainsi que par un niveau élevé de produits financiers (56 millions d'euros soit + 60 % vs premier semestre 2016) en raison de cessions d'actifs financiers réalisés pour financer l'acquisition de Pioneer.

1.3.3.1 REVENUS NETS DE GESTION

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	S1 2017/ S1 2016
Commissions nettes	799,4	759,9	+ 5,2 %
Commissions de surperformance	64,3	53,4	+ 20,5 %
REVENUS NETS DE GESTION	863,7	813,3	+ 6,2 %

Les **revenus nets de gestion** sont en hausse de 6,2 % par rapport au premier semestre 2016 à 864 millions d'euros. Cette croissance s'appuie à la fois sur une hausse des commissions nettes et sur un bon niveau de commission de surperformances à 64 millions d'euros sur le premier semestre.

(1) Hors coûts d'intégration de Pioneer Investments de 32 millions d'euros avant impôts et de 21 millions d'euros après impôts au S1 2017.

1.3.3.2 COMMISSIONS NETTES PAR SEGMENT DE CLIENTÈLE

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	S1 2017/ S1 2016
Retail			
Commissions nettes	516	513	+ 0,5 %
Encours sous gestion moyens hors JV (en milliards d'euros)	216,1	185,7	+ 16,4 %
Marge (en points de base - pb)	47,8 pb	55,3 pb	(7,5 pb)
Institutionnel hors assureurs CA et SG			
Commissions nettes	211	178	+ 18,9 %
Encours sous gestion moyens (en milliards d'euros)	392,1	329,9	+ 18,9 %
Marge (en points de base - pb)	10,8 pb	10,8 pb	+ 0,0 pb
Assureurs CA et SG			
Commissions nettes	72	69	+ 4,5 %
Encours sous gestion moyens (en milliards d'euros)	409,3	402,9	+ 1,6 %
Marge (en points de base - pb)	3,5 pb	3,4 pb	+ 0,1 pb
TOTAL COMMISSIONS NETTES	799	760	+ 5,2 %
Encours sous gestion moyens hors JV (en milliards d'euros)	1 017,5	918,5	+ 10,8 %
Marge (en points de base - pb)	15,7 pb	16,5 pb	(0,8 pb)
Marge hors Assureurs CA et SG (en points de base - pb)	23,9 pb	26,8 pb	(2,9 pb)

Les commissions nettes du segment *Retail* – 516 millions d'euros – représentent 65 % des commissions nettes totales. Leur progression (+ 0,5 %) est moindre que la progression des encours, 2015 et 2016 ayant bénéficié d'un niveau élevé de commissions liées aux échéances de produits garantis. Les commissions nettes sur les autres segments sont en ligne avec le développement de l'activité.

Les marges connaissent donc des évolutions contrastées :

- le segment *Retail* hors JV voit sa marge moyenne diminuer pour revenir sur des niveaux entre 45 et 50 points de base et s'établir à 47,8 points

de base sur le premier semestre dans un contexte d'aversion aux risques persistant pour cette clientèle, peu favorable au mix produit ;

- le segment Institutionnels hors assureurs CA et SG reste très concurrentiel avec une marge moyenne qui s'établit sur le semestre à 10,8 points de base, stable par rapport au premier semestre 2016 ;
- la marge sur le segment des assureurs est quasi stable à 3,5 points de base sur le premier semestre.

Tous segments confondus, la marge moyenne est en léger repli sur le semestre à 15,7 points de base.

1.3.3.3 COMMISSIONS DE SURPERFORMANCE PAR CLASSE D'ACTIFS

En millions d'euros	Commissions de surperformance		S1 2017/ S1 2016
	S1 2017	S1 2016	
Taux (y.c. trésorerie)	54	41	+ 31,6 %
Autres classes d'actifs	10	12	(18,6 %)
TOTAL	64	53	+ 20,0 %

Au premier semestre les commissions de surperformance s'élèvent à 64 millions d'euros, en hausse de 20 % par rapport au premier semestre 2016. La bonne résistance de ces commissions est principalement liée à la progression des commissions de surperformance sur les produits de taux.

Sur le premier semestre 2017, ces commissions représentent donc près de 7,5 % des revenus nets de gestion, en progression par rapport au premier semestre 2016.

1.3.4 Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	S1 2017	S1 2017 ajusté ⁽¹⁾	S1 2016	S1 2017 ⁽¹⁾ / S1 2016
Charges de personnel	(298,4)	(298,4)	(275,5)	+ 8,3 %
Autres charges générales d'exploitation	(187,6)	(155,9)	(159,7)	(2,4 %)
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(486,0)	(454,3)	(435,2)	+ 4,4 %

Les charges générales d'exploitation au premier semestre 2017, hors coûts d'intégration Pioneer, s'élèvent à 454 millions d'euros, en hausse de 4,4 % par rapport au premier semestre de 2016. Cette croissance hors effet périmètre (Credit Agricole Immobilier et KBI) peut être ramenée à 1,8 %, ce qui traduit la poursuite des efforts de productivité d'Amundi sur la période.

Les charges générales d'exploitation représentent ainsi 8,9 points de base des encours sous gestion moyens hors JV au premier semestre 2017, contre 9,5 pb au premier semestre 2016.

Les coûts bruts liés à l'intégration de Pioneer (31,7 millions d'euros au premier semestre, avant impôt) sont principalement constitués de frais liés aux systèmes d'informations et d'honoraires de prestations externes.

1.3.5 Résultat brut d'exploitation et coefficient d'exploitation

En millions d'euros	S1 2017	S1 2017 ajusté ⁽¹⁾	S1 2016	S1 2017 ⁽¹⁾ / S1 2016
Revenus nets (a)	909,9	909,9	838,0	+ 8,6 %
Charges générales d'exploitation (b)	(486,0)	(454,3)	(435,2)	+ 4,4 %
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	423,9	455,6	402,8	+ 13,1 %
<i>Coefficient d'exploitation (b)/(a) (en %)</i>	<i>53,4 %</i>	<i>49,9 %</i>	<i>51,9 %</i>	<i>(2,0 pts)</i>

Le Résultat Brut d'Exploitation est en progression de 13,1 % entre le premier semestre 2017 ajusté ⁽¹⁾ et le premier semestre 2016. Il s'établit à 456 millions d'euros.

Y compris coûts liés à l'intégration de Pioneer, le RBE s'élève à 424 millions d'euros, en progression de 5,2 % par rapport au premier semestre 2016.

1.3.6 Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence et autres éléments

La **quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence** progresse de 23 % à 15,7 millions d'euros au premier semestre.

Après prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle et de la charge d'impôts qui s'élève au premier semestre 2017 à 159 millions d'euros hors coûts liés à l'intégration de Pioneer, le **résultat net part**

du Groupe s'établit à **308 millions d'euros**, en hausse de 10,9 % par rapport au premier semestre 2016.

Y compris les coûts liés à l'intégration de Pioneer, le résultat net part du Groupe s'établit à 288 millions d'euros, en hausse de 3,5 %.

(1) 2017 ajusté : hors coûts d'intégration Pioneer de 32 millions d'euros au S1 2017 (21 millions d'euros après impôts).

1.4 SOLVABILITÉ ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Au 30 juin 2017, le ratio de solvabilité CET1 Bâle 3 s'élève à 60 % comme détaillé ci-dessous. Ce niveau élevé s'explique notamment par l'augmentation de capital de 1,4 milliard d'euros réalisée en avril 2017 dans le cadre du financement de l'acquisition de Pioneer.

Pro forma de cette acquisition, Amundi conservera un ratio de solvabilité CET1 full Bâle 3 supérieur à 10 % et donc aux exigences réglementaires applicables au titre de la réglementation des établissements de crédit.

1.4.1 Ratio de solvabilité

Au 30 juin 2017, comme indiqué dans le tableau ci-dessous, le ratio de solvabilité d'Amundi s'élève à 64,2 % contre 37,6 % en décembre 2016. Sur cette base, Amundi respecte les exigences réglementaires et offre une structure financière particulièrement solide.

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2017 Bâle III	31/12/2016 Bâle III
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	4 272	2 790
Fonds propres de catégorie 1 (<i>Tier 1 = CET1 + AT1</i>)	4 272	2 790
Fonds propres de catégorie 2 (<i>Tier 2</i>)	300	0
Total des fonds propres prudentiels	4 572	2 790
Total des emplois pondérés	7 121	7 424
<i>dont Risque de crédit (hors franchises et CVA)</i>	3 611	3 947
<i>dont effet des franchises</i>	912	932
<i>dont effet Credit Value Adjustment (CVA)</i>	455	453
<i>dont Risque opérationnel</i>	2 143	2 092
Ratio global de solvabilité	64,2 %	37,6 %
Ratio de solvabilité CET1	60,0 %	37,6 %

1.4.2 Endettement financier net

Comme au 31 décembre 2016, la position financière d'Amundi au 30 juin 2017 est nette prêteuse comme l'indique le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	30/06/2017
a. Trésorerie nette	4 228
b. Placements volontaires (hors <i>seed money</i>) dans les fonds monétaires et dépôts bancaires court terme	308
c. Placements volontaires (hors <i>seed money</i>) dans les fonds obligataires	280
d. Liquidités (a+b+c)	4 815
e. Position nette d'appels de marge sur les dérivés ⁽¹⁾	(241)
<i>Dont à l'actif du bilan</i>	819
<i>Dont au passif du bilan</i>	1 060
f. Dettes à court terme auprès des établissements de crédit	107
g. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme auprès des établissements de crédit	49
h. Dettes financières courantes auprès des établissements de crédit (f+g)	157
i. Part à plus d'un an des dettes à moyen long terme auprès des établissements de crédit	645
j. Dettes financières non courantes auprès des établissements de crédit	645
K. ENDETTEMENT FINANCIER NET (H+J-D-E)	(3 773)

(1) Le principal facteur de variation de la position de trésorerie du Groupe provient des appels de marge sur les dérivés collatéralisés. Ce montant varie en fonction de la valeur de marché des dérivés sous-jacents.

(a) La trésorerie nette correspond aux soldes à l'actif et au passif des comptes à vue auprès des établissements de crédit ainsi que les comptes de caisse et banque centrale.

(h) et (i) Les dettes auprès des établissements de crédit ne sont assorties d'aucune caution ni garantie.

Par ailleurs, le Groupe a conclu le 23 octobre 2015 un contrat de crédit revolving syndiqué multi-devises d'un montant de 1 750 millions d'euros avec un syndicat international de prêteurs, d'une maturité initiale de cinq ans à compter de sa date de signature (renouvelé en octobre 2016 pour une durée d'un an). Ce contrat a pour objectif d'augmenter le profil de liquidité du Groupe dans l'ensemble des devises couvertes et d'en sécuriser l'accès notamment, le cas échéant, pour faire face à des sorties sur certains fonds du Groupe. Il comprend deux covenants

qui étaient respectés au 30 juin 2017 : un niveau de capitaux propres tangibles minimum et un niveau de levier financier (*gearing*) rapportant l'endettement net au niveau de capitaux propres tangibles.

À noter qu'au 30 juin 2017 le LCR (*Liquidity Coverage Ratio*, ratio de couverture des besoins en liquidité à un mois sous situation de stress) d'Amundi était de 150 %.

Proforma de l'acquisition Pioneer au 30 juin 2017, la position financière d'Amundi demeurera nette prêteuse.

1.5 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2017 en note 5.2.3 « Transactions avec les parties liées ».

1.6 PERSPECTIVES ET TENDANCES RÉCENTES

1.6.1 Perspectives

Aux **États-Unis**, la reprise qui dure depuis plus de 8 ans devrait se poursuivre, soutenue essentiellement par la consommation des ménages. Toutefois, l'économie américaine s'approchant du plein-emploi, les créations de poste ne pourront plus soutenir l'activité autant que par le passé. Le maintien de la croissance sur un rythme d'environ 2 % dépendra largement de la politique fiscale, aujourd'hui très incertaine. En **zone euro**, la reprise est désormais solidement établie et, n'ayant débuté qu'en 2013, conserve un bon potentiel. On observe des signes tangibles d'amélioration en Italie, très en retard dans la reprise. En outre, les risques politiques ont quasiment disparu avec les élections françaises. Les élections allemandes (24 septembre 2017) ne font planer aucune menace. Le risque résiduel se trouve surtout en Italie (élections au plus tard en mai 2018). Au **Royaume-Uni**, l'absence totale de visibilité sur les modalités du *Brexit* pèsera sur l'économie, mais les économies de la zone euro seront peu touchées. En **Chine**, la croissance va se tasser, avec une possible inflexion de la politique monétaire en fin d'année pour endiguer le crédit. D'une façon générale, en dépit de situations contrastées, on note que les fondamentaux des émergents pris dans leur ensemble (déficits externes, réserves de change, etc.) se sont nettement améliorés.

L'inflation restant sous contrôle dans la plupart des pays, les grandes banques centrales chercheront à abaisser le degré d'accommodation monétaire sans pour autant durcir les conditions de crédit. Ainsi, on s'attend à ce que la BCE annonce en septembre qu'elle compte réduire à partir de début 2018 le volume mensuel de ses achats de titres. La Fed devrait, quant à elle, préciser le même mois quand elle commencera à réduire son bilan puis relever en décembre ses taux directeurs. Les taux d'intérêt longs vont vraisemblablement ainsi se tendre un peu aux États-Unis et en Europe.

Dans l'ensemble, ces évolutions sont favorables aux marchés d'actions et du crédit. Les valorisations et le cycle des profits donnent un avantage net aux actions de la zone euro et du Japon par rapport aux actions américaines. La pentification de la courbe des taux devrait continuer à favoriser les valeurs financières, en Europe notamment. Enfin, les émergents continuent d'offrir de belles opportunités que ce soit du côté des actions ou des titres de dette.

Dans ce contexte, **Amundi** entend poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie de croissance sur ses deux métiers *Retail* et Institutionnel aussi bien en France qu'à l'international.

L'intégration de **Pioneer Investments** dont l'acquisition effective a eu lieu le 3 juillet 2017, constitue une étape importante dans la mise en œuvre de la stratégie de développement d'Amundi et sera fortement créatrice de valeur.

1.6.2 Tendances récentes

Les événements récents postérieurs à la clôture sont décrits dans la note annexe 6 aux comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2017.

Sont notamment détaillés la description générale de l'opération, la liste des entités acquises, la composition du prix d'acquisition (juste valeur des actifs et goodwill) ainsi que les chiffres de l'entité regroupée (résultats Amundi + Pioneer Investments) ; ces chiffres sont différents de l'information financière « pro forma » disponible dans le Document de Référence 2016.

1.7 FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est confronté sont décrits de façon détaillée dans le Chapitre 05 « Gestion des risques et adéquation des fonds propres » du document de référence du Groupe enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 13 mars 2017 sous le numéro R. 17-006.

Cette description reste valable, le Groupe n'ayant identifié aucun autre facteur de risque significatif intervenu au premier semestre 2017 ou susceptible de l'affecter d'ici la fin de l'exercice en cours. L'intégration de la société Pioneer Investments notamment ne remet pas en cause ce descriptif.



02

Comptes Consolidés intermédiaires résumés du 30 juin 2017

2.1 CADRE GÉNÉRAL 18	2.2 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 18	2.3 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 25
	2.2.1 Compte de résultat 18	
	2.2.2 Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 19	
	2.2.3 Bilan actif 20	
	2.2.4 Bilan passif 21	
	2.2.5 Tableau de variation des capitaux propres 23	
	2.2.6 Tableau des flux de trésorerie 24	

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

2.1 CADRE GÉNÉRAL

Le Groupe Amundi (« Amundi ») est un ensemble de sociétés ayant pour activité principale la gestion d'actifs pour le compte de tiers.

Amundi est l'entité consolidante du Groupe Amundi et est une société anonyme à Conseil d'administration (numéro d'immatriculation 314 222 902 RCS Paris – France) au capital de 503 776 405 euros composé de 201 510 562 titres d'un nominal de 2,50 euros. Son siège social est situé au 91-93, boulevard Pasteur 75015 Paris.

Les actions Amundi sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Amundi est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

Amundi est un établissement de crédit agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sous le numéro 19530. Les sociétés du Groupe exerçant une activité de gestion ont obtenu des autorités de surveillance dont elles dépendent, soit en France, soit à l'étranger, les agréments nécessaires à celle-ci.

Au 30 juin 2017, Amundi est détenue par Crédit Agricole S.A. à hauteur de 68,29 % et par d'autres sociétés du groupe Crédit Agricole à hauteur de 1,71 %. Amundi est consolidée par intégration globale dans les comptes de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole.

2.2 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2.2.1 Compte de résultat

En milliers d'euros		S1 2017	2016	S1 2016
Revenus des commissions et autres produits des activités clientèle	a	1 400 755	2 618 094	1 291 055
Charges de commissions et autres charges des activités clientèle	b	(558 301)	(1 021 235)	(491 761)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur activités clientèle	c	21 300	28 276	14 014
Intérêts et produits assimilés	d	3 995	7 097	3 390
Intérêts et charges assimilées	e	(7 599)	(10 742)	(5 865)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	f	7 501	11 996	14 425
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	g	51 969	63 479	22 911
Produits des autres activités	h	4 175	8 266	4 274
Charges des autres activités	i	(13 879)	(27 865)	(14 459)
Revenus nets des commissions et autres activités clientèle (a)+(b)+(c)	2.1	863 755	1 625 134	813 307
Produits nets financiers (d)+(e)+(f)+(g)	2.2	55 866	71 829	34 861
Autres produits nets (h)+(i)	2.3	(9 703)	(19 599)	(10 185)
Revenus nets		909 917	1 677 364	837 983
Charges générales d'exploitation	2.4	(485 981)	(877 816)	(435 206)
Résultat brut d'exploitation		423 936	799 549	402 777
Coût du risque	2.5	(3 226)	(557)	158
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		15 670	28 490	12 744
Gains ou pertes sur autres actifs	2.6	(1 147)	22	14
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt		435 232	827 503	415 694
Impôts sur les bénéfices	2.7	(147 873)	(258 356)	(137 248)
Résultat net de l'exercice		287 359	569 148	278 445
Participations ne donnant pas le contrôle		268	(883)	(400)
RÉSULTAT NET – PART DU GROUPE		287 628	568 265	278 046

2.2.2 Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	Notes	S1 2017	2016	S1 2016
Résultat net		287 359	569 148	278 445
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi		69	(3 258)	(3 694)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés		-	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence		69	(3 258)	(3 694)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence		-	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence		(21)	1 066	1 274
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence		-	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables ultérieurement en résultat		48	(2 193)	(2 419)
Gains et pertes sur écarts de conversion (a)		(9 820)	6 426	15 466
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente (b)	3.5.2	(35 900)	24 696	(62 011)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture (c)		-	-	-
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés (d)		-	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence (a)+(b)+(c)+(d)		(45 721)	31 122	(46 546)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence		13 261	4 097	(3 640)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence		(4 246)	(122)	2 032
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence		-	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables ultérieurement en résultat		(36 705)	35 097	(48 154)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres		(36 658)	32 904	(50 573)
RÉSULTAT NET TOTAL Y COMPRIS GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		250 702	602 052	227 873
dont part du Groupe		250 970	601 110	227 410
dont participations ne donnant pas le contrôle		(268)	942	462

2.2.3 Bilan actif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Caisse et banques centrales	3.1	26	24
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.2	6 330 144	6 246 976
Actifs financiers disponibles à la vente	3.5	745 196	1 922 746
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.6	4 322 030	513 016
Actifs d'impôts courants et différés	3.9	166 924	110 540
Comptes de régularisation et actifs divers	3.10	1 583 704	1 644 866
Participations dans les entreprises mises en équivalence		168 051	169 215
Immobilisations corporelles	3.11	38 441	41 164
Immobilisations incorporelles	3.11	103 637	107 888
Écarts d'acquisition	3.12	3 157 998	3 161 540
TOTAL DE L'ACTIF		16 616 152	13 917 975

2.2.4 Bilan passif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.3	5 478 596	5 226 262
Dettes envers les établissements de crédit	3.7	509 978	94 982
Passifs d'impôts courants et différés	3.9	149 124	87 096
Comptes de régularisations et passifs divers	3.10	2 232 446	1 792 198
Provisions		74 723	72 754
Dettes subordonnées	3.8	300 916	-
Total dettes		8 745 784	7 273 292
Capitaux propres part du Groupe		7 870 309	6 644 355
Capital et réserves liées	3.13.1	2 986 081	1 569 838
Réserves consolidées		4 558 748	4 431 743
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		37 852	74 510
Résultat de la période		287 628	568 265
Participations ne donnant pas le contrôle		60	328
Total capitaux propres		7 870 369	6 644 683
TOTAL DU PASSIF		16 616 152	13 917 975

2.2.5 Tableau de variation des capitaux propres

	Part du Groupe					
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Éliminations des titres auto-détenus	Total capital et réserves consolidées	En capitaux propres non recyclables	En capitaux propres recyclables
<i>en milliers d'euros</i>						
Capitaux propres au 31 décembre 2015	418 114	5 428 358	-	5 846 471	(9 498)	51 158
Affectation du résultat 2015 retraité		518 630		518 630		
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2016	418 114	5 946 988	-	6 365 101	(9 498)	51 158
Augmentation de capital						
Variation des titres auto-détenus			(4 350)	(4 350)		
Dividendes versés au 1 ^{er} semestre 2016		(342 754)		(342 754)		
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		235		235		
Mouvements liés aux paiements en actions		1 036		1 036		
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(341 483)	(4 350)	(345 833)	-	-
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					(2 481)	(44 514)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence						(3 640)
Résultat du 1 ^{er} semestre 2016						
Résultat global du 1^{er} semestre 2016	-	-	-	-	(2 481)	(48 154)
Autres variations		3		3		
Capitaux propres au 30 juin 2016	418 114	5 605 508	(4 350)	6 019 272	(11 979)	3 004
Augmentation de capital	1 700	27 550		29 250		
Variation des titres auto-détenus			2 149	2 149		
Dividendes versés au 2 nd semestre 2016						
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle		(51 949)		(51 949)		
Mouvements liés aux paiements en actions		2 410		2 410		
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	1 700	(21 989)	2 149	(18 140)	-	-
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					229	79 733
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence						3 518
Résultat du 2 nd semestre 2016						
Résultat global du 2nd semestre 2016	-	-	-	-	229	83 251
Autres variations		450		450	2	3
Capitaux propres au 31 décembre 2016	419 814	5 583 969	(2 201)	6 001 581	(11 748)	86 258
Affectation du résultat 2016		568 265		568 265		
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2017	419 814	6 152 234	(2 201)	6 569 846	(11 748)	86 258
Augmentation de capital	83 962	1 329 702		1 413 664		
Variation des titres auto-détenus			2 578	2 578		
Dividendes versés au 1 ^{er} semestre 2017		(443 305)		(443 305)		
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle						
Mouvements liés aux paiements en actions		2 041		2 041		
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	83 962	888 438	2 578	974 978	-	-
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					48	(32 459)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence						(4 246)
Résultat du 1 ^{er} semestre 2017						
Résultat global du 1^{er} semestre 2017	-	-	-	-	48	(36 705)
Autres variations		4		4		
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2017	503 776	7 040 676	377	7 544 829	(11 700)	49 553

Résultat net	Capitaux propres Part du Groupe	Capital réserves consolidées et résultat	Participations ne donnant pas le contrôle		Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres consolidés
			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
			En capitaux propres non recyclables	En capitaux propres recyclables		
518 630	6 406 761	6 667	(86)	-	6 582	6 413 344
(518 630)	-					-
-	6 406 761	6 667	(86)	-	6 582	6 413 344
	-					-
	(4 350)					(4 350)
	(342 754)	(1 327)			(1 327)	(344 081)
	235	(734)			(734)	(499)
	1 036				-	1 036
-	(345 833)	(2 061)	-	-	(2 061)	(347 894)
	(46 995)		62		62	(46 933)
	(3 640)				-	(3 640)
278 046	278 046	400			400	278 445
278 046	227 410	400	62	-	462	227 873
	3				-	3
278 046	6 288 343	5 006	(24)	-	4 983	6 293 326
	29 250				-	29 250
	2 149				-	2 149
	-	38			38	38
	(51 949)	(5 173)			(5 173)	(57 122)
	2 410				-	2 410
-	(18 140)	(5 135)	-	-	(2 986)	(23 275)
	79 962		(3)		(3)	79 959
	3 518				-	3 518
290 219	290 219	483			483	290 702
290 219	373 699	483	(3)	-	480	374 179
	455				-	455
568 265	6 644 355	354	(27)	-	328	6 644 683
(568 265)	-				-	-
-	6 644 355	354	(27)	-	328	6 644 683
	1 413 664					1 413 664
	2 578				-	2 578
	(443 305)				-	(443 305)
	-				-	-
	2 041					2 041
-	974 978				-	974 978
	(32 412)				-	(32 412)
	(4 246)				-	(4 246)
287 628	287 628	(268)			(268)	287 360
287 628	250 970	(268)			(268)	250 702
	4	1			1	5
287 628	7 870 309	87	(27)	-	60	7 870 369

2.2.6 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie du Groupe est présenté ci-après selon le modèle de la méthode indirecte. Les flux de l'exercice sont présentés par nature : activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités pour compte de tiers qui se traduisent principalement par des flux de commissions ainsi que des activités pour compte propre (placements et financements associés, intermédiation de *swaps* entre les fonds et le marché...). Les flux d'impôts sont présentés en totalité dans les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** reprennent les acquisitions et cessions des participations consolidées et non consolidées ainsi que

les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres des participations non consolidées repris dans cette rubrique sont classés comptablement dans le poste « Actifs financiers disponibles à la vente ».

Les **activités de financement** recouvrent l'ensemble des opérations portant sur les capitaux propres (émissions, rachats d'actions ou autres instruments de capitaux propres, distribution de dividendes...).

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, les comptes ordinaires de banque (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit ainsi que les comptes et prêts au jour le jour.

En milliers d'euros	Notes	S1 2017	2016	S1 2016
Résultat avant impôt		435 232	827 503	415 694
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	2.4	7 536	14 705	7 236
Dépréciation des écarts d'acquisition		-	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		2 614	(11 424)	876
Quotes-parts de résultat liées aux sociétés mises en équivalence		(15 670)	(28 490)	(12 744)
Résultat net des activités d'investissement	2.6	1 228	(27 370)	62
Résultat net des activités de financement		916	-	-
Autres mouvements		(71 114)	502	(68 812)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		(74 489)	(52 077)	(73 383)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		72 280	(287 602)	(342 245)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers ⁽¹⁾		1 380 090	379 412	276 324
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers ⁽²⁾		537 806	(199 372)	122 334
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		13 013	15 554	9 619
Impôts versés		(129 223)	(248 036)	(106 730)
Diminution (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		1 873 968	(340 043)	(40 698)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		2 234 711	435 383	301 612
Flux liés aux participations		(23 726)	(213 889)	(16 068)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(10 558)	(23 668)	(12 430)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		(34 284)	(237 557)	(28 498)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		972 937	(346 248)	(348 431)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		645 000	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement ⁽³⁾ (C)		1 617 937	(346 248)	(348 431)
Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie (D)		(7 697)	2 161	10 217
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A + B + C + D)		3 810 668	(146 261)	(65 100)
Trésorerie à l'ouverture		424 350	570 610	570 610
Solde net des comptes de caisse et banques centrales		24	25	25
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		424 326	570 585	570 585
Trésorerie à la clôture		4 235 018	424 350	505 510
Solde net des comptes de caisse et banques centrales		26	24	20
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		4 234 991	424 326	505 490
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		3 810 668	(146 261)	(65 100)

(1) Les flux des opérations affectant les actifs et passifs financiers intègrent les investissements et désinvestissements dans le portefeuille de placement nets des cessions. Au 30 juin 2017, le flux est lié à des opérations de désinvestissements (pour financer l'acquisition de Pioneer Investments).

(2) Les flux des actifs et passifs non financiers comprennent les appels de marge sur les dérivés collatéralisés ; ces montants fluctuent en fonction de la juste valeur des dérivés sous-jacents.

(3) Les flux des opérations de financement intègrent l'impact de l'augmentation de capital ainsi que l'emprunt subordonné et senior contractés pour l'acquisition de Pioneer Investments.

2.3 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DES NOTES

FAITS MARQUANTS	26	3.7	Passif – Dettes envers les établissements de crédit	37
		3.8	Dettes subordonnées	37
		3.9	Actifs et passifs d'impôts courants et différés	38
		3.10	Comptes de régularisation, actifs et passifs divers	38
		3.11	Immobilisations corporelles et incorporelles	38
		3.12	Écarts d'acquisition	39
		3.13	Capitaux propres	39
NOTE 1 PRINCIPES ET MÉTHODES	26	NOTE 4 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS		40
1.1 Normes applicables et comparabilité	26	4.1 Dérivés		40
1.2 Format de présentation des états financiers	28	4.2 Autres actifs et passifs financiers		40
1.3 Principes et méthodes comptables	28	4.3 Actifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan		40
		4.4 Passifs financiers valorisés à la juste valeur au bilan		41
NOTE 2 NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	29	4.5 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût		42
2.1 Revenus nets de gestion	29	NOTE 5 AUTRES INFORMATIONS		42
2.2 Produits nets financiers	29	5.1 Information sectorielle		42
2.3 Autres produits nets	29	5.2 Parties liées		43
2.4 Charges générales d'exploitation	30	5.3 Périmètre de consolidation		44
2.5 Coût du risque	31	5.4 Engagements hors bilan		46
2.6 Gains ou pertes sur autres actifs	31	NOTE 6 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE		46
2.7 Impôts	31	6.1 Description de l'opération		46
2.8 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	32	6.2 Entités acquises du groupe Pioneer Investments		47
NOTE 3 NOTES RELATIVES AU BILAN	34	6.3 Juste valeur de la contrepartie transférée		48
3.1 Caisse et Banques centrales	34	6.4 Résultat de l'entité regroupée		49
3.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat	34			
3.3 Passifs financiers à la juste valeur par résultat	34			
3.4 Informations sur la compensation des actifs et passifs financiers	35			
3.5 Actifs financiers disponibles à la vente	36			
3.6 Actif – Prêts et créances sur établissements de crédit	37			

FAITS MARQUANTS

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2017 sont présentés de façon détaillée en note 5.3.

Nous présentons ici les faits marquants de la période.

Augmentation de capital

Au cours du premier semestre 2017 s'est finalisée l'opération d'augmentation de capital (avec maintien du droit préférentiel de souscription) lancée par Amundi le 14 mars 2017 par voie de communiqué de presse.

Au terme de la période de souscription (s'étalant du 17 mars 2017 au 31 mars 2017), cette augmentation de capital a conduit à l'émission de 33 585 093 actions au prix de 42,50 euros par action (dont 2,50 euros de nominal et 40,00 euros de prime d'émission).

Le principe de cette augmentation de capital avait été présenté le 12 décembre 2016, lors de l'annonce par Amundi du projet d'acquisition de Pioneer Investments.

Acquisition de Pioneer Investissement

Le 3 juillet 2017, Amundi a acquis auprès d'UniCredit, les sociétés du groupe Pioneer Investments.

Cette opération qui avait fait l'objet de la signature d'un accord définitif en décembre 2016 restait jusqu'alors soumise à la réalisation des conditions de clôture habituelles et en particulier à l'approbation des autorités réglementaires compétentes (régulateurs et antitrust).

Compte tenu de la date de réalisation effective, cette acquisition n'est pas comptabilisée dans les comptes consolidés d'Amundi. En effet, au 30 juin 2017, Amundi ne dispose pas du contrôle mais uniquement de droits protecteurs ne permettant pas d'influer sur la variabilité des risques et rendements de Pioneer Investments.

Les impacts détaillés de cette opération sont néanmoins décrits dans la note 6 (événements postérieurs à la clôture).

NOTE 1 PRINCIPES ET MÉTHODES

1.1 NORMES APPLICABLES ET COMPARABILITÉ

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2017 ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 30 juin 2017 et telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2017 ont été préparés en suivant les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ainsi les comptes consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les notes annexes et les informations requises par les normes IFRS pour les comptes consolidés annuels et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2016, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires.

1.1.1 Référentiel appliqué au 30/06/2017

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe Amundi au 30 juin 2017 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

1.1.2 Normes adoptées par l'UE et applicables par anticipation

Par ailleurs, Amundi n'a pas opté pour l'application anticipée des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne dont la première application obligatoire porte sur les exercices ouverts postérieurement au 30 juin 2017 :

Normes, amendements ou interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de première application obligatoire exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers »	22 novembre 2016 (UE 2016/2067)	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 15 « Revenus des contrats passés avec les clients »	22 septembre 2016 (UE 2016/1905)	1 ^{er} janvier 2018

Norme IFRS 9 – Instruments financiers

Cette norme adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 29 novembre 2016 est appelée à remplacer la norme IAS 39 Instruments financiers.

La norme IFRS 9 entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Les principales évolutions apportées par la norme

CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS

Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (*i.e.* prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (*i.e.* action).

S'agissant des instruments de dettes (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part (modèle de pure collecte, modèle mixte ou modèle de pure cession) et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles (test *Solely Payments of Principal & Interests* ou test « SPPI ») d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

DÉPRÉCIATION

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues (*Expected Credit Losses* ou « ECL ») sur les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée par la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et ceux attendus (incluant le principal et les intérêts).

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

- 1^{re} étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument (prêt, titre de dette, garantie...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2^e étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;
- 3^e étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Sur la comptabilité de couverture (hors opérations de macro-couverture de juste valeur), la norme IFRS 9 prévoit des évolutions limitées par rapport à IAS 39. Les dispositions de la norme s'appliquent au périmètre suivant :

- toutes les opérations de micro-couverture ; et
- les opérations de macro-couverture de flux de trésorerie uniquement.

1.1.3 Normes IFRS non encore adoptées par l'Union européenne

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2017. Ces normes concernent principalement :

Les opérations de macro-couverture de Juste Valeur de risque de taux sont exclues et peuvent rester dans le champ d'IAS 39 (option).

Lors de la première application de la norme IFRS 9, deux possibilités sont offertes par la norme :

- appliquer le volet « couverture » IFRS 9 ; ou
- maintenir IAS 39 jusqu'à l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des relations de couverture (au plus tard lorsque le texte macro-couverture de Juste Valeur de taux sera adopté par l'Union européenne).

Conformément à la décision du Groupe, Amundi n'appliquera pas ce volet de la norme.

À ce stade, et après analyse d'impact effectuée sur les comptes au 31 décembre 2016, Amundi n'anticipe pas d'impact significatif lié à la mise en place de cette nouvelle norme.

Norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Cette norme sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 (conformément au Règlement UE 2016/1905). L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » qui apporte des précisions complémentaires est en cours d'adoption par l'Union européenne et devrait entrer en vigueur à la même date.

La norme IFRS 15 remplacera les normes IAS 11 Contrats de construction, IAS 18 Produits des activités ordinaires, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 Programmes de fidélisation de la clientèle, IFRIC 15 Contrats de construction de biens immobiliers, IFRIC 18 Transferts d'actifs provenant de clients et SIC 31 Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité.

Elle regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39), aux contrats d'assurance (IFRS 4) ou aux contrats de location (IAS 17). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus du produit net bancaire.

À ce stade, et sur la base des études d'impacts menée, Amundi n'anticipe pas d'impacts significatifs liés à la mise en application de cette nouvelle norme.

Normes, amendements ou interprétations	Dates de publications par l'IASB	Date de première application obligatoire exercices ouverts à compter du
Améliorations des IFRS (cycle 2014-2016) : Amendements à IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »	8 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017
IFRS 16 Contrats de location	13 janvier 2016	1 ^{er} janvier 2019

La norme IFRS 16 Contrats de location remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4, Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15, Avantages dans les contrats de location et SIC 27, Évaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

1.2 FORMAT DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Amundi présente son bilan par ordre de liquidité décroissante. Le bilan actif et passif est présenté en 2.2.3 et 2.2.4.

Le compte de résultat est présenté par nature en 2.2.1.

Les principaux agrégats du compte de résultat sont :

- les revenus nets, incluant les revenus nets des commissions et des autres activités clientèle (note 2.1) et les produits nets financiers (note 2.2) ;
- les charges générales d'exploitation (note 2.4) ;
- le coût du risque (note 2.5) ;
- la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence ;
- les gains ou pertes sur autres actifs (note 2.6).

1.3 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe sont décrits en détail dans les comptes consolidés de l'exercice 2016.

1.3.1 Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des comptes semestriels

Pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés, le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retient certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables. Ces estimations se traduisent dans la détermination des produits et des charges et l'évaluation des actifs et passifs ainsi que dans l'information figurant en annexe aux états financiers.

Cet exercice suppose que la Direction exerce son jugement sur la base des informations disponibles au moment de l'établissement des comptes. En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est donc possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les résultats futurs peuvent en effet être influencés par de nombreux facteurs, notamment (cette liste n'est pas exhaustive) :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt, de change et des actions ainsi que des *spreads* de crédit ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés intermédiaires portent principalement sur :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition ;
- l'appréciation de la notion de contrôle ;
- l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers ;

- l'évaluation des provisions au titre des garanties octroyées aux fonds structurés, des engagements de retraite et des risques juridiques et réglementaires ;
- les dépréciations des titres disponibles à la vente.

Aucun changement significatif n'est intervenu dans ces domaines au cours du premier semestre 2017.

1.3.2 Principes comptables applicables à l'arrêté intermédiaire

Saisonnalité de l'activité

Les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont pas influencés par ces facteurs.

Toutefois, les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées en date intermédiaire uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :

- le montant des commissions peut être évalué de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise ;
- le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable.

Ainsi, les commissions de surperformance sont reconnues en résultat à l'échéance de la période de calcul, à l'exception des fonds monétaires pour lesquelles elles sont reconnues au fur et à mesure à chaque arrêté intermédiaire.

Impôts

Dans le cadre de l'arrêté intermédiaire, la charge d'impôt (courante et différée) est estimée en retenant le taux annuel moyen estimé.

Engagements de retraite

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles de l'exercice précédent, le Groupe ne procédant pas à une évaluation actuarielle en cours d'année. Ces évaluations actuarielles de fin d'année sont toutefois ajustées pour tenir compte d'événements non récurrents au cours du semestre susceptibles d'avoir un impact sur l'engagement. Par ailleurs, les montants comptabilisés au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés pour tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination du taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

Au 30 juin 2017, compte tenu de la faible évolution des taux iBoxx Amundi n'a pas ajusté le taux d'actualisation retenu dans les comptes au 31 décembre 2016.

NOTE 2 NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

2.1 REVENUS NETS DE GESTION

Les commissions s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	S1 2017	2016	S1 2016
Commissions nettes	799 452	1 510 236	759 943
Commissions de surperformance	64 302	114 898	53 364
TOTAL DES REVENUS NETS DE GESTION	863 755	1 625 134	813 307

L'analyse des revenus nets de gestion par segment de clientèle est présentée dans la note 5.1.

2.2 PRODUITS NETS FINANCIERS

En milliers d'euros	S1 2017	2016	S1 2016
Produits d'intérêts	3 995	7 097	3 390
Charges d'intérêts	(7 599)	(10 742)	(5 865)
Marge nette d'intérêts	(3 604)	(3 645)	(2 475)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actifs/passifs à la juste valeur par résultat par nature	(378)	(208)	(646)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actifs/passifs à la juste valeur par résultat par option	7 794	(3 971)	(3 092)
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	85	16 175	18 162
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	7 501	11 996	14 425
Dividendes reçus	4 022	18 544	5 510
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	48 433	45 995	17 853
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	(487)	(1 060)	(452)
Plus ou moins-values de cession réalisées sur prêts et créances	-	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	51 969	63 479	22 911
TOTAL DES PRODUITS NETS FINANCIERS	55 866	71 829	34 861

2.3 AUTRES PRODUITS NETS

En milliers d'euros	S1 2017	2016	S1 2016
Autres produits (charges) nets d'exploitation bancaire	(13 849)	(27 559)	(13 365)
Autres produits (charges) nets d'exploitation non bancaire	4 145	7 960	3 180
TOTAL DES AUTRES PRODUITS NETS	(9 703)	(19 599)	(10 185)

Les autres produits nets intègrent le chiffre d'affaires hors Groupe réalisé par la filiale d'Amundi qui exerce une activité de mise à disposition de moyens informatiques principalement au sein du Groupe, ainsi que

l'amortissement des immobilisations incorporelles relatives aux contrats de distribution acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

2.4 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	S1 2017	2016	S1 2016
Charges de personnel (y compris personnel mis à disposition et intérimaires)	(298 396)	(557 439)	(275 462)
Autres charges générales d'exploitation	(187 585)	(320 376)	(159 744)
Dont services extérieurs liés au personnel et charges assimilées	(1 221)	(3 076)	(2 693)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(485 981)	(877 816)	(435 206)

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	S1 2017	2016	S1 2016
Salaires et traitements	(200 262)	(378 302)	(189 137)
Cotisations régime de retraite	(15 968)	(24 713)	(15 551)
Charges sociales et taxes	(66 140)	(125 323)	(60 917)
Autres	(16 026)	(29 100)	(9 856)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(298 396)	(557 439)	(275 462)

Une charge de 2 041 milliers d'euros relative aux paiements à base d'actions est comptabilisée au 30 juin 2017 au titre du plan d'attribution d'actions de performance aux salariés du Groupe.

Ce plan d'attribution est décrit brièvement ci-dessous :

Plan d'attribution d'actions de performance

Date de l'Assemblée générale autorisant le plan	30/09/2015	30/09/2015
Date du Conseil d'administration	11/02/2016	09/02/2017
Date d'attribution des actions	11/02/2016	09/02/2017
Nombre d'actions attribuées ⁽¹⁾	235 160	139 930
Modalités de règlement	Actions Amundi	Actions Amundi
	11/02/2016	09/02/2017
Période d'acquisition des droits	11/02/2019	09/02/2020
Conditions de performance ⁽²⁾	Oui	Oui
Conditions de présence	Oui	Oui
Actions restantes au 30 juin 2017	235 160	139 930
Juste valeur d'une action ⁽¹⁾	26,25 euros	43,41 euros

(1) Ajustement concomitant de la quantité et de la juste valeur des actions suite à l'augmentation de capital intervenue au premier semestre 2017 (préservation des intérêts et droits des bénéficiaires).

(2) Les conditions de performance sont basées sur le résultat net part du Groupe (RNPG), le niveau de collecte et le coefficient d'exploitation du Groupe.

Amundi évalue les actions attribuées et comptabilise une charge déterminée à la date d'attribution calculée à partir de la valeur de marché au jour de l'attribution. Seules les hypothèses relatives à la population

des bénéficiaires (perte des droits en cas de licenciement ou démission) peuvent faire l'objet d'une révision au cours de la période d'acquisition et donner lieu à un réajustement de la charge.

2.5 COÛT DU RISQUE

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2017	2016	S1 2016
Dotations aux provisions et aux dépréciations	(1 873)	(2 615)	(1 840)
Prêts et créances	-	-	-
Autres actifs	(125)	(112)	(502)
Engagements par signature	(1 405)	(1 900)	(838)
Risques et charges	(343)	(603)	(500)
Reprises de provisions et de dépréciations	547	4 017	2 381
Prêts et créances	-	-	-
Autres actifs	291	836	894
Engagements par signature	32	13	19
Risques et charges	224	3 168	1 468
Variation des provisions	(1 326)	1 402	541
Autres gains (pertes) nettes	(1 900)	(1 959)	(383)
TOTAL DU COÛT DU RISQUE	(3 226)	(557)	158

2.6 GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2017	2016	S1 2016
Plus-values de cessions immobilisations corporelles et incorporelles	26	48	14
Moins-values de cessions immobilisations corporelles et incorporelles	(1 173)	(27)	-
Résultat de cession de titres de participations consolidées	-	-	-
Produits nets sur opérations de regroupement	-	-	-
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	(1 147)	22	14

2.7 IMPÔTS

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2017	2016	S1 2016
Charge d'impôt courant	(130 489)	(257 165)	(126 685)
Produit (charge) d'impôt différé	(17 384)	(1 191)	(10 563)
TOTAL DE LA CHARGE D'IMPÔT DE LA PÉRIODE	(147 873)	(258 356)	(137 248)

2.8 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Les gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres au cours du premier semestre 2017 sont détaillés ci-dessous :

Gains et pertes recyclables (en milliers d'euros)	S1 2017	2016	S1 2016
Gains et pertes sur écarts de conversion	(9 820)	6 426	15 466
Écart de réévaluation de la période	(9 820)	6 426	15 466
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	-	-	-
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	(35 900)	24 696	(62 011)
Écart de réévaluation de la période	12 046	69 613	(44 614)
Transferts en résultat	(47 945)	(44 929)	(17 401)
Autres reclassifications	(2)	11	3
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-
Écart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	-	-	-
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-
Écart de réévaluation de la période	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-
Autres reclassifications	-	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	(4 246)	(122)	(3 640)
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	13 261	4 097	2 032
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET RECYCLABLES ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT	(36 705)	35 097	(48 154)
Gains et pertes non recyclables (en milliers d'euros)	S1 2017	2016	S1 2016
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	69	(3 258)	(3 694)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence	-	-	-
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	(21)	1 066	1 274
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES ET NON RECYCLABLES ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT	48	(2 193)	(2 419)
TOTAL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(36 658)	32 904	(50 573)
Dont part Groupe	(36 658)	32 845	(50 635)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	(0)	59	62

Le détail des effets d'impôt relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres est présenté ci-dessous :

En milliers d'euros	31/12/2016				Variation S1 2017				30/06/2017			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES												
Gains et pertes sur écarts de conversion	16 897	-	16 897	16 897	(9 820)		(9 820)	(9 820)	7 076		7 076	7 076
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	81 702	(17 168)	64 535	64 535	(35 900)	13 261	(22 639)	(22 639)	45 802	(3 906)	41 895	41 895
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-	-								
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-								
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence	98 599	(17 168)	81 432	81 432	(45 721)	13 261	(32 459)	(32 459)	52 877	(3 906)	48 971	48 972
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence	4 825	-	4 825	4 827	(4 246)		(4 246)	(4 246)	578		578	580
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	103 424	(17 168)	86 257	86 259	(49 966)	13 261	(36 705)	(36 705)	53 455	(3 906)	49 549	49 552
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES												
Gains et pertes actuariels sur avantages post-emploi	(17 708)	5 932	(11 777)	(11 750)	69	(21)	48	48	(17 639)	5 910	(11 729)	(11 702)
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence	(17 708)	5 932	(11 777)	(11 750)	69	(21)	48	48	(17 639)	5 910	(11 729)	(11 702)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence	-	-	-	-								
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(17 708)	5 932	(11 777)	(11 750)	69	(21)	48	48	(17 639)	5 910	(11 729)	(11 702)
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	85 716	(11 236)	74 480	74 510	(49 898)	13 240	(36 658)	(36 658)	35 816	2 004	37 820	37 850

NOTE 3 NOTES RELATIVES AU BILAN**3.1 CAISSE ET BANQUES CENTRALES**

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2017	31/12/2016
Caisses	26	24
TOTAL DES CAISSES ET BANQUES CENTRALES	26	24

3.2 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2017	31/12/2016
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 206 355	2 191 908
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	4 123 789	4 055 068
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	6 330 144	6 246 976

3.2.1 Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2017	31/12/2016
Instruments dérivés de transaction	2 206 355	2 191 908
dont swaps de taux	148 107	160 982
dont swaps sur actions et indices	2 047 655	2 018 706
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	2 206 355	2 191 908

Cette rubrique inclut la juste valeur des dérivés contractés par Amundi dans le cadre de son activité d'intermédiation : dérivés contractés avec les fonds et retournés avec des contreparties de marché.

3.2.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2017	31/12/2016
Fonds	777 214	991 111
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 936 249	1 402 168
Actions et autres titres à revenu variable	380 543	347 795
Créances sur les établissements de crédit	1 029 783	1 313 994
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION	4 123 789	4 055 068

Cette rubrique inclut la juste valeur des investissements d'amorçage (*seed money*), des placements de trésorerie court terme ainsi que des actifs de couverture des émissions d'EMTN.

3.3 PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2017	31/12/2016
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 139 818	2 091 618
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 338 778	3 134 644
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 478 596	5 226 262

3.3.1 Passifs détenus à des fins de transaction

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Instruments dérivés de transactions	2 139 818	2 091 618
dont swaps de taux	104 609	99 305
dont swaps sur actions et indices	2 019 662	1 975 215
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	2 139 818	2 091 618

Cette rubrique inclut la juste valeur des dérivés contractés par Amundi dans le cadre de son activité d'intermédiation : dérivés contractés avec les fonds et retournés avec des contreparties de marché.

3.3.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Titres de dettes	3 338 778	3 134 644
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION	3 338 778	3 134 644

Cette rubrique enregistre les titres émis par les véhicules d'émission d'EMTN à destination de la clientèle. La valeur nominale de ces émissions est de 3 233 071 milliers d'euros au 30 juin 2017 et de 3 008 225 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

3.4 INFORMATIONS SUR LA COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**3.4.1 Compensation – Actifs financiers**

Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires

En milliers d'euros	Montant brut des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montant brut des passifs effectivement compensés comptablement	Montant net des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montant brut des passifs financiers relevant de la convention cadre de compensation	Montant des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Nature des opérations	(a)	(b)	(c) = (a) - (b)	(d)	(d)	(e) = (c) - (d)
30/06/2017						
Dérivés	2 195 762	-	2 195 762	933 033	901 666	361 063
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	2 195 762	-	2 195 762	933 033	901 666	361 063
31/12/2016						
Dérivés	2 179 688	-	2 179 688	883 542	686 382	609 764
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	2 179 688	-	2 179 688	883 542	686 382	609 764

Les montants bruts de dérivés présentés dans ces tableaux excluent les ajustements pour risques de contrepartie, *Credit Valuation Adjustment* (CVA) et *Debit Valuation Adjustment* (DVA).

3.4.2 Compensation – Passifs financiers

Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires

En milliers d'euros Nature des opérations	Montant brut des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation (a)	Montant brut des actifs effectivement compensés comptablement (b)	Montant net des passifs financiers présentés dans les états de synthèse (c) = (a) - (b)	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation (e) = (c) - (d)
				Montant brut des actifs financiers relevant de la convention cadre de compensation	Montant des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie (d)	
30/06/2017						
Dérivés	2 124 271	-	2 124 271	933 033	777 298	413 940
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	2 124 271	-	2 124 271	933 033	777 298	413 940
31/12/2016						
Dérivés	2 074 520	-	2 074 520	883 542	835 847	355 131
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	2 074 520	-	2 074 520	883 542	835 847	355 131

Les montants bruts de dérivés présentés dans ces tableaux excluent les ajustements pour risques de contrepartie, *Credit Valuation Adjustment* (CVA) et *Debit Valuation Adjustment* (DVA).

3.5 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Effets publics et valeurs assimilées	75 508	-
Fonds	268 620	1 560 274
Actions et autres titres à revenu variable	12 862	11 619
Titres de participation non consolidés	388 206	350 853
Titres disponibles à la vente	745 196	1 922 746
Créances disponibles à la vente	-	-
Créances rattachées	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	745 196	1 922 746

3.5.1 Variation des titres disponibles à la vente

En milliers d'euros	
TITRES DISPONIBLES À LA VENTE AU 31/12/2016	1 922 746
Variation de périmètre	-
Augmentations	771 231
Diminutions	(1 912 912)
Écarts de conversion	(131)
Juste valeur par capitaux propres	(35 900)
Dépréciation durable	(487)
Autres mouvements	650
TITRES DISPONIBLES À LA VENTE AU 30/06/2017	745 196

3.5.2 Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

En milliers d'euros	30/06/2017			31/12/2016		
	Valeur comptable	Gains latents	Pertes latentes	Valeur comptable	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	75 508	779	-	-	-	-
Fonds	268 620	9 210	(49)	1 560 274	60 166	(196)
Actions et autres titres à revenu variable	12 862	757	(278)	11 619	758	(1 441)
Titres de participation non consolidés	388 206	35 485	(102)	350 853	22 612	(197)
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	745 196	46 231	(429)	1 922 746	83 536	(1 834)
Impôts	n.a.	(3 898)	(8)	n.a.	(17 221)	53
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE NETS D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	N.A.	42 333	(438)	N.A.	66 316	(1 781)

(1) La variation des gains et pertes latents nets est de - 35 900 milliers d'euros au premier semestre 2017.

3.6 ACTIF – PRÊTS ET CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires et au jour le jour (JJ)	4 236 811	425 009
Comptes et prêts à terme	83 856	87 860
Créances rattachées	1 363	147
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (VALEUR NETTE)	4 322 030	513 016

Les « prêts et créances sur établissements de crédit » sont principalement consentis au groupe Crédit Agricole. Au 30 juin 2017, ce poste intègre les sommes issues de la cession partielle du portefeuille de placement

d'Amundi, de l'augmentation de capital, ainsi que des emprunts senior et subordonné conclus auprès du groupe Crédit Agricole, et destinées à l'acquisition de Pioneer Investments pour environ 3,5 milliards d'euros.

3.7 PASSIF – DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Comptes et emprunts à terme	505 940	93 926
Dettes rattachées	2 218	374
Comptes ordinaires	1 820	683
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	509 978	94 983

La principale contrepartie des « dettes envers les établissements de crédit » est le groupe Crédit Agricole.

Au 30 juin 2017, ce poste intègre l'emprunt senior contracté auprès du groupe Crédit Agricole pour 345 millions d'euros pour financer l'acquisition de Pioneer Investments.

3.8 DETTES SUBORDONNÉES

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Dettes subordonnées à durée déterminée	300 916	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES	300 916	-

Au 30 juin 2017, ce poste correspond à l'emprunt subordonné contracté pour une durée de 10 ans auprès du groupe Crédit Agricole pour financer l'acquisition de Pioneer Investments.

Le montant des créances rattachées incluses dans ce poste est de 916 milliers d'euros au 30 juin 2017.

3.9 ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Créances d'impôts courants	102 702	27 583
Impôts différés actifs	64 222	82 957
TOTAL DES ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	166 924	110 540
Dettes d'impôts courants	106 257	41 805
Impôts différés passifs	42 867	45 291
TOTAL DES PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	149 124	87 096

3.10 COMPTES DE RÉGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

3.10.1 Comptes de régularisation et actifs divers

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Débiteurs divers	1 026 106	1 131 122
Produits à recevoir	522 495	495 992
Charges constatées d'avance	35 104	17 752
ACTIF – COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1 583 704	1 644 866

Les comptes de régularisation et actifs divers intègrent notamment les commissions de gestion et de surperformance à recevoir ainsi que le collatéral versé dans le cadre des contrats de dérivés. Ce collatéral est

enregistré au bilan actif pour 818 950 milliers d'euros au 30 juin 2017 et 949 446 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

3.10.2 Comptes de régularisation et passifs divers

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Créditeurs divers	392 728	291 460
Charges à payer	661 281	669 271
Produits constatés d'avance	31 717	5 920
Autres comptes de régularisation	1 146 720	825 547
PASSIF – COMPTES DE RÉGULARISATIONS ET PASSIFS DIVERS	2 232 446	1 792 198

Les comptes de régularisation et passifs divers comprennent notamment les dettes sur bonus, les rétrocessions à verser aux distributeurs ainsi que le collatéral reçu dans le cadre des contrats de dérivés. Ce collatéral

est enregistré au bilan passif pour 1 059 587 milliers d'euros au 30 juin 2017 et 741 655 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

3.11 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

3.11.1 Immobilisations corporelles d'exploitation

En milliers d'euros	01/01/2017	Variation de périmètre		Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2017
		Augmentation	Diminution			
Valeur brute	110 506	-	3 284	(1 386)	(518)	111 886
Amortissements et provisions	(69 342)	-	(4 788)	217	469	(73 444)
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	41 164	-	(1 505)	(1 169)	(49)	38 441

En milliers d'euros	01/01/2016	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Valeur brute	114 568	4 313	5 274	(13 701)	51	-	110 506
Amortissements et provisions	(70 212)	(2 196)	(10 188)	13 271	(17)	-	(69 342)
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	44 356	2 117	(4 914)	(430)	35	-	41 164

3.11.2 Immobilisations incorporelles d'exploitation

En milliers d'euros	01/01/2017	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2017
Valeur brute	378 672	-	7 340	(7 701)	89	(1)	378 398
Amortissements et provisions	(270 783)	-	(11 552)	7 656	(82)	-	(274 761)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	107 888	-	(4 212)	(44)	7	(1)	103 637

En milliers d'euros	01/01/2016	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2016
Valeur brute	369 971	1 481	18 847	(11 669)	42	-	378 672
Amortissements et provisions	(258 761)	(1 069)	(22 600)	11 666	(19)	-	(270 783)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	111 210	412	(3 753)	(3)	23	-	107 888

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les contrats de distribution avec des réseaux partenaires acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises et amortis sur une durée maximale de 10 ans ;
- les logiciels informatiques acquis ou développés en interne.

3.12 ÉCARTS D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition est de 3 158,0 millions d'euros au 30 juin 2017 pour 3 161,5 millions d'euros au 31 décembre 2016. Cette évolution s'explique uniquement par les variations des cours de change.

En l'absence d'indice de perte de valeur, le Groupe n'a pas procédé à l'estimation de la valeur recouvrable du *goodwill* et aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée.

3.13 CAPITAUX PROPRES

3.13.1 Composition du capital social

Au 30 juin 2017, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	137 606 739	68,29 %	68,29 %
Autres sociétés du groupe Crédit Agricole	3 450 660	1,71 %	1,71 %
Salariés	447 829	0,22 %	0,22 %
Actions en auto-détention	15 900	0,01 %	-
Flottant	59 989 434	29,77 %	29,77 %
TOTAL	201 510 562	100,00 %	100,00 %

3.13.2 Dividendes attribués au cours du premier semestre 2017

Au titre de l'exercice 2016 et conformément aux délibérations de l'Assemblée générale ordinaire du 18 mai 2017, Amundi a versé à ses actionnaires un dividende de 2,20 euros par action soit un montant total de 443 323 milliers d'euros.

En euros	Au titre de l'exercice 2016	Au titre de l'exercice 2015
Dividende ordinaire par action	2,20	2,05

NOTE 4 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers évalués au bilan à la juste valeur sont valorisés sur la base de prix cotés ou de techniques de valorisations qui maximisent l'utilisation de données observables.

4.1 DÉRIVÉS

La valorisation des dérivés intègre :

- un ajustement relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment* ou CVA) qui vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers ;
- un ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*Debt Value Adjustment – DVA*) qui vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

4.2 AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Autres actifs financiers

Les titres de participation non consolidés cotés (dont essentiellement Resona Holding), les obligations cotées ainsi que les parts de fonds avec une valeur liquidative disponible au moins deux fois par mois sont classés en niveau 1. Tous les autres actifs et passifs valorisés à la juste valeur sont classés en niveau 2 à l'exception des fonds de *private equity* qui sont classés en niveau 3.

Autres passifs financiers

Les passifs à la juste valeur sur option résultent de la consolidation des véhicules d'émission d'EMTN. Ces passifs ont été classés en niveau 2.

4.3 ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR AU BILAN

Les tableaux ci-après présentent les encours au bilan des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur classés par niveau de juste valeur :

En milliers d'euros	Total 30/06/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 206 355	-	2 206 355	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	2 206 355	-	2 206 355	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	4 123 789	2 713 463	1 410 326	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	3 094 006	2 713 463	380 543	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Fonds	777 214	777 214	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 936 249	1 936 249	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	380 543	-	380 543	-
Créances sur les établissements de crédit	1 029 783	-	1 029 783	-
Actifs financiers disponibles à la vente	745 196	610 069	129 978	5 149
Effets publics et valeurs assimilées	75 508	75 508	-	-
Fonds	268 620	261 665	1 806	5 149
Actions, autres titres à revenu variable, et titres de participations non consolidés	401 068	272 896	128 172	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	7 075 340	3 323 532	3 746 659	5 149

En milliers d'euros	Total 31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 191 908	-	2 191 908	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	2 191 908	-	2 191 908	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	4 055 068	2 393 279	1 661 789	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	2 741 074	2 393 279	347 795	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Fonds	991 111	991 111	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 402 168	1 402 168	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	347 795	-	347 795	-
Créances sur les établissements de crédit	1 313 994	-	1 313 994	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 922 746	1 772 665	144 982	5 098
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Fonds	1 560 274	1 553 214	1 962	5 098
Actions, autres titres à revenu variable, et titres de participations non consolidés	362 471	219 451	143 020	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	8 169 721	4 165 944	3 998 679	5 098

4.4 PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR AU BILAN

En milliers d'euros	Total 30/06/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 139 818	-	2 139 818	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Instruments dérivés	2 139 818	-	2 139 818	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 338 778	-	3 338 778	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	5 478 596	-	5 478 596	-

En milliers d'euros	Total 31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	2 091 618	-	2 091 618	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Instruments dérivés	2 091 618	-	2 091 618	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 134 644	-	3 134 644	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	5 226 262	-	5 226 262	-

4.5 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT

Les actifs et passifs financiers évalués au coût comprennent pour l'essentiel les créances et dettes envers les établissements de crédit et le collatéral versé et reçu dans le cadre des contrats de dérivés.

S'agissant d'appels de marge quotidiens, le Groupe Amundi considère que le collatéral versé et reçu est enregistré pour sa juste valeur dans les postes du bilan « comptes de régularisation et actifs divers » et « comptes de régularisation et passifs divers ».

Le Groupe Amundi considère que le coût amorti des créances et dettes envers les établissements de crédit est une bonne approximation de la juste valeur. En effet, il s'agit principalement :

- d'actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les variations de taux d'intérêt n'ont pas d'impact significatif sur la juste valeur, car les taux de rendement de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché (cas des prêts et emprunts) ;
- d'actifs ou passifs à court terme pour lesquels la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché.

NOTE 5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 INFORMATION SECTORIELLE

Amundi exerce ses activités dans le seul secteur de la gestion pour compte de tiers. Il comporte donc un seul secteur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

En effet, la performance opérationnelle du Groupe n'est pas suivie à un niveau plus fin que le Groupe dans son ensemble. Les éléments qui sont revus à un niveau plus fin sont limités mensuellement à des informations

de volume d'activité du Groupe (collecte, encours) et périodiquement à des informations portant sur les produits nets de commission par segment de clientèle (*Retail*, Institutionnels). Le Groupe considère que l'ensemble de ces informations correspond davantage à un suivi de l'activité commerciale qu'à une mesure de performance opérationnelle destinée à prendre des décisions d'allocation de ressources. En effet les charges d'exploitation ne sont pas affectées aux segments de clientèle (*Retail* et Institutionnels).

Toutefois, le Groupe considère qu'il est utile de publier ces informations sur l'activité commerciale qui sont présentées ci-après en tant qu'information complémentaire par rapport à celles prévues par la norme IFRS 8 :

En millions d'euros	S1 2017	2016	S1 2016
<i>Retail</i>	516	981	513
Institutionnels	283	529	246
Institutionnels, <i>Corporate</i> et Épargne entreprise	211	388	178
Assureurs ⁽¹⁾	72	142	69
Sous-total Commissions nettes	799	1 510	760
Commissions de surperformance	64	115	53
Revenus nets de gestion	864	1 625	813
Produits nets financiers	56	72	35
Autres produits nets	(10)	(20)	(10)
TOTAL DES REVENUS NETS	910	1 677	838

(1) Assureurs CA et SG.

Par ailleurs la répartition des revenus nets se décompose par zone géographique de la façon suivante :

En millions d'euros	S1 2017	2016	S1 2016
France	654	1 246	648
Étranger	256	432	190
REVENUS NETS	910	1 677	838

La ventilation des revenus nets repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

5.2 PARTIES LIÉES

5.2.1 Périmètre des parties liées

Les parties liées sont les entreprises qui directement ou indirectement contrôlent ou sont contrôlées par, ou sont sous contrôle commun avec l'entreprise présentant ses états financiers.

Les parties liées d'Amundi sont (i) les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, (ii) les sociétés du groupe Crédit Agricole, à savoir les Caisses Régionales, Crédit Agricole SA, ses filiales, entreprises associées et co-entreprises. Aucun montant relatif à ces relations ne fait l'objet de provision pour dépréciation.

Par ailleurs, les fonds dans lesquels le groupe Crédit Agricole investit ne sont pas considérés comme des parties liées.

La liste des sociétés consolidées du Groupe Amundi est présentée dans la note 5.3. Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

5.2.2 Nature des relations avec les parties liées

Amundi a des relations commerciales avec les sociétés du groupe Crédit Agricole.

Le groupe Crédit Agricole intervient comme distributeur des produits financiers du Groupe Amundi, prêteur et emprunteur, contrepartie de dérivés, ainsi que comme dépositaire et agent de calcul. Par ailleurs, le groupe Crédit agricole met des moyens à disposition auprès d'Amundi et gère son contrat d'assurance des indemnités de fin de carrière.

De son côté, Amundi assure la gestion d'actifs de certains mandats du groupe Crédit Agricole et assure le rôle de teneur de comptes pour les dispositifs d'épargne salariale du groupe Crédit Agricole.

5.2.3 Transactions avec les parties liées

Les tableaux suivants présentent les opérations réalisées avec le groupe Crédit Agricole ainsi que les entités consolidées par mise en équivalence au sein du Groupe Amundi.

Les seules transactions entre Amundi et ses principaux dirigeants sont les rémunérations versées au titre des contrats de travail et les jetons de présence.

En milliers d'euros	Groupe Crédit Agricole		
	S1 2017	2016	S1 2016
RÉSULTAT			
Intérêts et produits (charges) assimilés	(3 284)	(1 784)	(1 215)
Revenus (charges) de commissions	(153 939)	(230 834)	(107 531)
Autres produits (charges) nets	(4 433)	(9 726)	(4 960)
Charges générales d'exploitation	(4 441)	(8 124)	(3 320)
BILAN	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Actif			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 056 651	266 092	432 938
Comptes de régularisation et actifs divers	52 882	56 161	72 398
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 035 509	2 790 693	2 437 543
Passif			
Dettes subordonnées	300 916	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	501 548	86 069	131 147
Comptes de régularisation et passifs divers	209 329	162 586	158 613
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	95 867	91 947	89 411
Hors-bilan			
Garanties données	811 256	1 172 846	686 126
Garanties reçues	-	-	-

En milliers d'euros	Entreprises associées et co-entreprises		
	S1 2017	2016	S1 2016
RÉSULTAT			
Intérêts et produits (charges) assimilés	-	-	-
Revenus (charges) de commissions	(1 968)	(5 325)	(3 034)
Charges générales d'exploitation	(703)	-	-
BILAN	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Actif			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	599	509	673
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-
Comptes de régularisation et passifs divers	1 159	858	1 087
Hors-bilan			
Garanties données	-	-	-
Garanties reçues	-	-	-

5.3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

5.3.1 Périmètre au 30 juin 2017 et évolution sur l'exercice

Sociétés consolidées	Notes	Évolution du périmètre	Méthode	30/06/2017		31/12/2016		Implantations
				% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt	
SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
AMUNDI			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI ASSET MANAGEMENT			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI FINANCE			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI FINANCE ÉMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI IMMOBILIER			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI INDIA HOLDING			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI INTERMÉDIATION			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI ISSUANCE			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI IT SERVICES			Globale	95,4	95,4	95,4	95,4	France
AMUNDI PRIVATE EQUITY FUNDS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI TENUE DE COMPTES			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI VENTURES			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
BFT INVESTMENT MANAGERS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
CPR AM			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
ÉTOILE GESTION			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
LCL ÉMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE GESTION			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
TOBAM HOLDING COMPANY			Équivalence	25,6	25,6	25,6	25,6	France
TOBAM			Équivalence	4,1	20,0	4,1	20,0	France
FONDS ET OPCV								
ACACIA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
ACAJOU			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
AMUNDI HK – GREEN PLANET FUND	(2)	Sortie	Globale	-	-	99,4	99,4	Hong Kong
AMUNDI PERFORMANCE ABSOLUE ÉQUILIBRE	(2)	Sortie	Globale	-	-	100,0	100,0	France

Sociétés consolidées	Notes	Évolution du périmètre	Méthode	30/06/2017		31/12/2016		Implantations
				% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt	
CEDAR			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
CHORIAL ALLOCATION			Globale	99,7	99,7	99,7	99,7	France
GENAVENT			Globale	52,3	52,3	52,3	52,3	France
LONDRES CROISSANCE 16			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
OPCI IMMANENS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
OPCI IMMO ÉMISSIONS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
PEG – PORTFOLIO EONIA GARANTI			Globale	96,9	96,9	96,4	96,4	France
RED CEDAR			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	France
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
AMUNDI ASSET MANAGEMENT DEUTSCHLAND	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Allemagne
AMUNDI AUSTRIA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Autriche
AMUNDI ASSET MANAGEMENT BELGIUM	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Belgique
AMUNDI IBERIA SGIIC SA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Espagne
AMUNDI HELLAS			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Grèce
KBI GLOBAL INVESTORS LTD			Globale	87,5	100,0	87,5	100,0	Irlande
KBI FUND MANAGERS LTD			Globale	87,5	100,0	87,5	100,0	Irlande
KBI GLOBAL INVESTORS (North America) LTD			Globale	87,5	100,0	87,5	100,0	Irlande
AMUNDI REAL ESTATE ITALIA SGR SPA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Italie
AMUNDI SGR SPA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Italie
AMUNDI GLOBAL SERVICING			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Luxembourg
AMUNDI LUXEMBOURG			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Luxembourg
FUND CHANNEL			Équivalence	50,0	50,0	50,0	50,0	Luxembourg
AMUNDI ASSET MANAGEMENT NEDERLAND	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Pays-Bas
AMUNDI POLSKA			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Pologne
INVESTICNI KAPITALOVA SPOLECNOST KB, A.S.			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	République Tchèque
AMUNDI ASSET MANAGEMENT LONDON BRANCH	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Royaume Uni
AMUNDI Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Royaume Uni
AMUNDI SUISSE			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Suisse
ABC-CA FUND MANAGEMENT CO. LTD			Équivalence	33,3	33,3	33,3	33,3	Chine
NH-AMUNDI ASSET MANAGEMENT			Équivalence	30,0	30,0	30,0	30,0	Corée
AMUNDI ASSET MANAGEMENT DUBAI BRANCH	(1) (3)	Entrée	Globale	100,0	100,0	-	-	Emirats Arabes Unis
AMUNDI ASSET MANAGEMENT HONG KONG BRANCH	(1)		Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Hong Kong
AMUNDI HONG KONG Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Hong Kong
SBI FUNDS MANAGEMENT PRIVATE LIMITED			Équivalence	37,0	37,0	37,0	37,0	Inde
AMUNDI JAPAN			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Japon
AMUNDI JAPAN HOLDING			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Japon
WAFI GESTION			Équivalence	34,0	34,0	34,0	34,0	Maroc
AMUNDI MALAYSIA SDN BHD			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Malaysia
AMUNDI SINGAPORE Ltd			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	Singapour
AMUNDI DISTRIBUTORS USA LLC			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	USA
AMUNDI SMITH BREEDEN			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	USA
AMUNDI USA INC			Globale	100,0	100,0	100,0	100,0	USA

(1) Succursales d'Amundi Asset Management.

(2) Sortie du périmètre de consolidation.

(3) Entrée dans le périmètre de consolidation.

5.3.2 Mouvements de périmètre significatifs au cours de l'exercice

Aucun mouvement de périmètre significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2017.

5.4 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan comprennent :

- les engagements de garantie des fonds ;

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés	17 661 941	17 487 286

- les engagements de financement relatifs au *Credit Revolving Facility* accordé à Amundi pour 1 750 000 milliers d'euros ;
- les notionnels des dérivés contractés auprès des fonds et des contreparties de marché dont les justes valeurs sont présentées en note 4.3. et 4.4.

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Instruments de taux d'intérêts	2 421 212	2 160 968
Autres instruments	41 499 910	40 037 867
TOTAL NOTIONNELS	43 921 122	42 198 835

NOTE 6 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

ACQUISITION DES ENTITÉS DU GROUPE PIONEER INVESTMENTS

6.1 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

Le 3 juillet 2017, Amundi a acquis (*Share Purchase Agreement*) les sociétés du groupe Pioneer Investments auprès de Pioneer Global Asset Management S.p.A, (« PGAM ») filiale d'UniCredit, scellant ainsi l'accord conclu en décembre 2016.

Créée en 1928, Pioneer Investments est une société de gestion d'actifs internationale, avec une présence dans 27 pays. Le groupe Pioneer Investments opère principalement à Milan, Boston, Dublin et Londres

et dispose d'une présence significative entre autres en Allemagne, en Autriche et en Europe de l'Est. Elle compte environ 1 800 collaborateurs et ses actifs sous gestion s'élèvent à près de 221 milliards d'euros au 30 juin 2017.

Cette opération a donné naissance au 8^e acteur mondial avec près de 1 342 milliards d'euros sous gestion au 30 juin 2017. L'entité combinée permettra de servir tous les segments de clientèle avec une offre diversifiée de produits et de solutions associée à une qualité de service et un engagement de premier plan.

6.2 ENTITÉS ACQUISES DU GROUPE PIONEER INVESTMENTS

Entités acquises du groupe Pioneer Investments	Méthode	03/07/2017		Implantations
		% de contrôle	% d'intérêt	
FILIALES				
Pioneer Investment Management Sgr p.A.	Globale	100 %	100 %	Italie
Pioneer Investments Kapitalanlage GmbH	Globale	100 %	100 %	Allemagne
Pioneer Investments Austria GmbH	Globale	100 %	100 %	Autriche
Pioneer Global Investments Ltd	Globale	100 %	100 %	Irlande
Pioneer Investment Management Limited	Globale	100 %	100 %	Irlande
Pioneer Asset Management S.A.	Globale	100 %	100 %	Luxembourg
Pioneer Investment Management USA Inc.	Globale	100 %	100 %	États-Unis
Pioneer Asset Management A.S.	Globale	100 %	100 %	République Tchèque
Pioneer Investment Company A.S.	Globale	100 %	100 %	République Tchèque
Pioneer Investment Management Inc.	Globale	100 %	100 %	États-Unis
Pioneer Funds Distributor Inc.	Globale	100 %	100 %	États-Unis
Pioneer Institutional Asset Management Inc.	Globale	100 %	100 %	États-Unis
Vanderbilt Capital Advisors LLC	Globale	100 %	100 %	États-Unis
Pioneer Global Investments (Australia) Pty Limited	Globale	100 %	100 %	Australie
Pioneer Global Investments (Taiwan) Ltd	Globale	100 %	100 %	Taiwan
Pioneer Investment Fund Management Limited	Globale	100 %	100 %	Hongrie
Pioneer Asset Management S.A.I. SA	Globale	100 %	100 %	Roumanie ⁽⁴⁾
Pioneer Investments (Schweiz) GmbH	Globale	100 %	100 %	Suisse
SUCCURSALES				
Pioneer Global Investments LTD Madrid Branch ⁽¹⁾	Globale	100 %	100 %	Espagne
Pioneer Global Investments LTD Paris Branch ⁽¹⁾	Globale	100 %	100 %	France
Pioneer Global Investments LTD London Branch ⁽¹⁾	Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Pioneer Global Investments LTD Buenos Aires Branch ⁽¹⁾	Globale	100 %	100 %	Argentine
Pioneer Global Investments LTD Tokyo Branch ⁽¹⁾	Globale	100 %	100 %	Japon
Pioneer Global Investments LTD Santiago Branch ⁽¹⁾	Globale	100 %	100 %	Chili
Pioneer Global Investments LTD Mexico city Branch ⁽¹⁾	Globale	100 %	100 %	Mexique
Pioneer Global Investments LTD Jelling Branch ⁽¹⁾	Globale	100 %	100 %	Danemark
Pioneer Investment Management Limited Singapore Branch ⁽²⁾	Globale	100 %	100 %	Singapour
Pioneer Investment Management Limited London Branch ⁽²⁾	Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Pioneer Asset Management A.S. Bratislava Branch ⁽³⁾	Globale	100 %	100 %	Slovaquie
Pioneer Asset Management A.S. Sofia ⁽³⁾	Globale	100 %	100 %	Bulgarie

(1) Succursale de Pioneer Global Investments Ltd.

(2) Succursale de Pioneer Investment Management Limited.

(3) Succursale de Pioneer Asset Management A.S.

(4) À la date d'établissement de ces comptes consolidés, l'acquisition de l'entité roumaine, Pioneer Asset Management S.A.I. SA, reste en attente de la levée des conditions suspensives (accord du régulateur local). Cette acquisition fait par ailleurs l'objet d'un engagement ferme d'acquisition et devrait intervenir dans un délai proche. Par simplification, et au vu du caractère non significatif, les données relatives à cette entité sont incluses dans les informations « actifs nets acquis » et « juste valeur de la contrepartie transférée ».

6.3 JUSTE VALEUR DE LA CONTREPARTIE TRANSFÉRÉE

La comptabilisation initiale de ce regroupement d'entreprise étant inachevée à la date de préparation de ces états financiers, il n'a donc pas été procédé à l'allocation du coût d'acquisition.

Par ailleurs, conformément à la norme IFRS 3 révisée (regroupements d'entreprises), le Groupe Amundi dispose d'un délai d'un an à compter de la date d'acquisition afin de finaliser l'allocation du prix d'acquisition aux actifs et passifs identifiables de l'ensemble Pioneer Investments.

Actifs nets acquis (avant allocation du coût d'acquisition)

En milliers d'euros	03/07/2017
Total des actifs acquis	1 241 381
Caisse et banques centrales	20
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	68 116
Actifs financiers disponibles à la vente	58 050
Prêts et créances sur les établissements de crédit	587 001
Actifs d'impôts courants et différés	73 822
Comptes de régularisation et actifs divers	435 149
Immobilisations corporelles	3 899
Immobilisations incorporelles	15 324
Total des passifs repris	594 460
Dettes envers les établissements de crédit	157
Passifs d'impôts courants et différés	41 423
Comptes de régularisations et passifs divers	507 536
Provisions	45 344
ACTIFS NETS ACQUIS À 100 %	646 921

Les actifs et passifs acquis présentés ici correspondent à ceux enregistrés dans les comptes de Pioneer Investments à la date d'acquisition. Ils n'incluent donc pas les actifs identifiables dont la valorisation est en cours de finalisation.

À ce stade, ces actifs séparables du *goodwill* et potentiellement amortissables seraient de deux natures :

- les contrats de distribution contractés avec des réseaux partenaires (essentiellement en Italie, Allemagne et Autriche) ;
- la valorisation de la marque « Pioneer ».

Juste valeur de la contrepartie transférée

En milliers d'euros	03/07/2017
Actifs nets acquis à 100 %	646 921
Actifs nets revenant aux détenteurs d'intérêt ne détenant pas le contrôle	-
Goodwill sur la part acquise (avant allocation) ⁽¹⁾	2 892 136
PRIX D'ACQUISITION PROVISOIRE (JUSTE VALEUR DE LA CONTREPARTIE TRANSFÉRÉE AU VENDEUR) ^{(2) (3)}	3 539 057

(1) Après identification de tous les actifs séparables, le goodwill résiduel constitué dans le cadre de ce regroupement correspond aux avantages économiques futurs attendus des effets de synergies, la valeur du capital humain et la capacité à développer l'activité du nouvel ensemble.

(2) Le prix de cette acquisition a été financé à hauteur de 1 481 millions d'euros par le capital excédentaire d'Amundi, à hauteur de 1 413 millions d'euros (net de frais) par une augmentation de capital avec droits préférentiels de souscription, et le solde par de la dette senior et subordonnée (645 millions d'euros).

(3) Les entités indiennes de Pioneer Investments, non acquises, ne sont pas incluses dans le prix d'acquisition mentionné ici.

Coûts d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, les coûts d'acquisition liés à cette opération ont été comptabilisés en charges.

6.4 RÉSULTAT DE L'ENTITÉ REGROUPÉE

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, le Groupe Amundi présente dans cette section le résultat de l'ensemble regroupé au 30 juin 2017 comme si la date d'acquisition était intervenue le 1^{er} janvier 2017.

Ces comptes ne font l'objet d'aucun retraitement de type pro forma et correspondent donc aux comptes arrêtés au 30 juin 2017 par les deux entités ⁽¹⁾.

<i>En millions d'euros</i>	Amundi	Pioneer Investments	Ensemble regroupé
Revenus nets de gestion	863,8	422,5	1 286,3
Produits nets financiers	55,9	2,8	58,6
Autres produits nets	(9,7)	0,0	(9,7)
Revenus nets	909,9	425,3	1 335,2
Charges générales d'exploitation	(486,0)	(273,1)	(759,1)
Résultat brut d'exploitation	423,9	152,2	576,1
Résultat avant impôt	435,2	152,7	587,9
Impôts sur les bénéfices	(147,9)	(25,7)	(173,6)
Résultat net de l'exercice	287,4	127,0	414,4
RÉSULTAT NET – PART DU GROUPE	287,6	127,0	414,7

(1) Cette information est différente de « l'information financière Pro Forma » insérée dans le Document de référence 2016 d'Amundi (conformément à la recommandation AMF n° 2013-08).



03

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle



3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 52

3.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Amundi, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 4 septembre 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Emmanuel Benoist

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand Claire Rochas

04

Personne responsable du rapport financier semestriel



4.1 ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport financier sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en affecter la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 01 du présent rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers

mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice.

L'attestation d'examen limité relatif aux comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre clos le 30 juin 2017 figure ci-dessus, au Chapitre 03.

Le 8 septembre 2017
Yves Perrier
Directeur Général de la Société

Amundi

Société anonyme au capital de 503 776 405 euros
Siège social : 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris
314 222 902 R.C.S PARIS

Site internet
www.amundi.fr

Crédits photos et illustrations : Yannick Labrousse, Bérengère Lomont, Alexandre Guirkingier,
Stanislav Erman, Augustin Detienne/CAPA Pictures

Conception & réalisation  LABRADOR +33 (0)1 53 06 30 80

Amundi

[amundi.com](https://www.amundi.com)